

n° 712 — 3 F

DU 23 SEPT AU 29 SEPT

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

interpeller
l'école



MON PLAN:
LA SOCIÉTÉ
D'AUSTÉRITÉ
AVANCÉE

Direction politique :
Alain Tiemcen

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg, Maurice Najman
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Collaboration technique :

Max Pagis - José Sanchez

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic-Press, Saint-Ouen

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

Où va la France :

- Plan Barre : diète et aspirine. *A. Verne* P. 4
- Majorité : Chirac à l'assaut. *R. Grillaut* P. 5
- Les contradictions de l'alliance PC-PS. *V. Leduc* P. 5
- Sécurité sociale : Ce qui se trame. *Dr G. Granier* P. 6
- Liberta per i patrioti corsi. *M.-A. Luciani* P. 6

Briser la chaîne :

- Le scandale Solmer. *Y. Sparfel, C. Romain* P. 7
- La mobilisation qui vient. *Y. Sparfel* P. 8
- Sonacotra. *C. Mazeau* P. 9

Notre dossier :

- Au royaume de la sélection... *G. Petiot* P. 11
- SGEN-CFDT : « Interpeller l'école », interview de *J. George* P. 12
- Une expérience originale : la ville à la campagne. *J. Briant* P. 12

Et pourtant elle tourne :

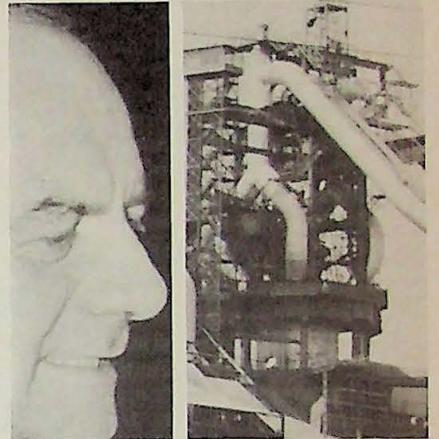
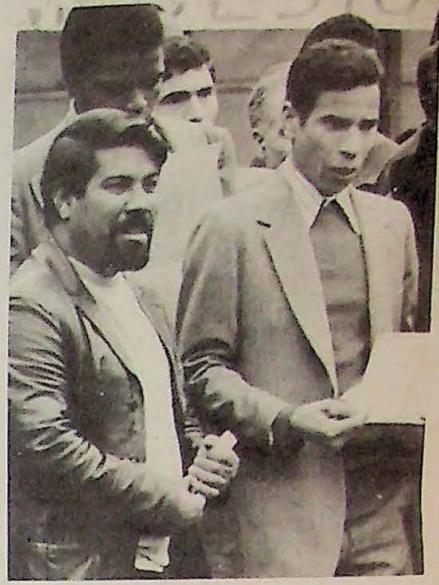
- Suède : La fin d'un règne. *Michel Links* P. 15
- Espagne : La « droite » entre en scène. *M. Echeverry* P. 15
- Portugal : « Compromis historique » dans l'armée ? *A. Echégut* P. 16

Tribune de l'autogestion :

- L'autogestion dans le secteur public. *P. Naville* P. 19

C'est aussi politique :

- Le testament de Michel Guy. *D. Nores* P. 22
- 1900 : Une mosaïque historique. *S. Sorel* P. 23
- Le temps de lire P. 23



TS: sa place, toute sa place

Dans deux numéros successifs, nous avons dit les difficultés rencontrées par TS. Elles ne peuvent que s'aggraver, si le gouvernement persiste dans ses intentions concernant la fiscalité de la presse. En outre, l'opération Hersant à *France-Soir* et au *Figaro*, ne se traduit pas seulement par les dangers, justement dénoncés dans nos colonnes, que court la liberté de l'information dans notre pays, quand les deux plus importants journaux de Paris tombent dans les mains d'un même patron. Les nouveaux procédés de fabrication des journaux du groupe Hersant lui permettent de se passer en grande partie des services des NMPP. Du coup les tarifs de routage risquent de s'élever de manière vertigineuse.

Nous avons donc toutes les raisons d'être inquiets. Le déficit actuel de TS a atteint déjà les limites de l'insupportable. Maintenir le journal, dans les mêmes conditions, représente pour le PSU un sacrifice considérable. Dangereux pour l'organisation. Cela voudrait dire que nous renonçons à toute une série d'actions que le Parti se doit de mener, dans tous les secteurs où son intervention est nécessaire. Ce serait la solution de facilité qui consisterait à privilégier le « dire » aux dépens du « faire ». Nous ne pouvions pas la retenir.

Et pourtant nous savons qu'il est indispensable de faire connaître nos analyses, nos projets, notre action, à travers toute la France, au travers d'un hebdomadaire, dont nous connaissons les insuffisances — qu'il faudra surmonter — mais dont le contenu et la présentation se sont, avec la nouvelle formule, considérablement améliorés. Le courrier des lecteurs en témoigne.

Dès lors, c'est en termes politiques qu'il faut aborder le problème. La DPN, réunie les 11 et 12 septembre, ayant examiné l'ensemble du dossier a pris un certain nombre de décisions, qui devraient permettre d'assainir la situation, et d'éviter surtout qu'elle se reproduise.

Elles risquent d'être ressenties comme rudes, en ces temps de crise. Nous en sommes conscients. Mais elles signifient que le Parti tout entier, et tous ses militants un par un, prennent en charge le sort de leur journal.

Ces décisions, quelles sont-elles ?

- Pour résorber le déficit de cette année, l'ensemble des militants devra payer un timbre supplémentaire.
- Pour donner au journal une assise de lecteurs satisfaisante, il est demandé à chaque militant de faire un nouvel abonné. Tout un matériel facilitant cette tâche sera édité et fourni aux adhérents pour que cette campagne de promotion prenne l'ampleur nécessaire.
- Le journal devra répondre mieux aux besoins de ses lecteurs, en collant de plus près à l'actualité, en publiant des dossiers qui faciliteront l'action militante tout en fournissant les éléments essentiels au lecteur désireux simplement de s'informer, en donnant la parole à tous ceux qui entendent participer à la construction d'un vaste mouvement socialiste autogestionnaire.
- Une commission composée de membres de la DPN, de la rédaction et de l'administration du journal suivra toute la campagne, et en tirera les conclusions à la fin du premier trimestre de 1977. D'ici là, elle tiendra régulièrement nos lecteurs au courant de tous les effets de la campagne. Nous avons refusé de nous en tenir au seul raisonnement — sage pourtant — des comptables. Nous voulons faire confiance aux capacités d'invention de tous nos lecteurs — militants du PSU ou non — qui ont prouvé à de multiples reprises leur attachement au journal.

Ce faisant, nous entendons nous donner les moyens indispensables pour que le socialisme autogestionnaire se développe, et prenne dans le mouvement ouvrier, en France, sa place, toute sa place.

Christian GUERCHE ■



Riolapcci, les clans et les casseurs

Les militants corses arrêtés, parmi lesquels notre camarade Antoine Murati, secrétaire du PSU corse, après avoir été transférés d'Ajaccio à la prison des Baumettes de Marseille, ont été de nouveau déplacés. Ils sont maintenant à la prison de Lyon.

Ponia et Guichard, réunis dans une même ardeur répressive, agissent en pleine illégalité.

Devant cette situation, et pour briser le silence qui les entoure, les militants corses ont engagé la grève de la faim.

Le silence persiste cependant. Il devient intolérable. Saisi au plan national par le PSU le Comité des libertés et les organisations politiques et syndicales qui le composent ne se prononcent pas. A Ajaccio, le préfet Riolapcci et les clans de l'île se frottent les mains. On va enfin pouvoir isoler les autonomistes, et revenir à l'ordre ancien, un instant troublé après les événements d'Aléria.

Les principaux dirigeants du Comité antirépression, ont été inquiétés par la police, ou embastillés.

Il est de notoriété publique que les manifestants qui protestaient contre l'arrestation du transporteur Fieschi, non seulement n'ont rien à voir avec le plasticage du Boeing de l'aéroport d'Ajaccio, mais n'étaient même plus sur les lieux depuis une demi-heure lorsque celui-ci s'est produit.

Peu importe, il faut « casser » de l'autonomiste, et pour cela le traiter de casseur. Si Riolapcci et Ponia, avec la complicité active du benoît Guichard, qui couvre toutes les manipulations d'une instruction qui n'en est pas une, se sont lancés dans cette opération, c'est qu'ils savent que les principaux clans en sont d'accord.

Or, et cela ne se sait pas assez sur le continent, les clans en question, véritable plaie de la Corse, sont présents dans toutes les organisations politiques de la Corse, de gauche comme de droite. La Sainte Alliance des notables corses joue à plein contre les militants qui entendent transformer de fond en comble les structures économiques et politiques de la Corse.

Du coup, on mesure mieux le caractère de classe de la lutte menée en Corse, pour que soit pleinement reconnus les droits du peuple corse.

Le PSU, depuis des années, a mené une lutte publique et inlassable en ce sens. C'est pourquoi A. Murati est, avec des camarades d'autres organisations, en prison.

Les organisations politiques et syndicales de la gauche française accepteront-elles le jeu combiné des clans et du préfet ?
Christian GUERCHE ■

éditorial

FAUX MONNAYEURS !

A PRÈS l'énoncé du plan Barre, on se demande ce qui est le plus scandaleux : l'aveu d'incapacité, ou la falsification de la réalité des objectifs poursuivis.

Ce qui frappe d'abord, c'est l'indigence de la « nouvelle » politique économique. D'autant plus évidente qu'on a assez bourré le crâne des Français avec la réputation de compétence du Premier ministre. Même en se plaçant du point de vue de la bourgeoisie, la copie du professeur Barre, revue et corrigée par l'élève Giscard, souffre d'une désolante absence d'imagination. Politique du tiroir-caisse : pour le budget de l'Etat, on fait appel aux recettes les plus éculées ; pour la Sécurité sociale, on augmente la cotisation ; pour les prix, on décide le blocage « temporaire » sans aucune garantie sur ce qui se passera ensuite.

Il faut reconnaître que le sujet était particulièrement diabolique : « comment combattre l'inflation quand on est élu par ceux qui en sont responsables ? » La réponse ne pouvait être que : faire semblant de s'en prendre à eux, tout en faisant croire aux autres qu'on n'a d'autre souci que de les protéger. Mais ce sera difficile. La charge fiscale supplémentaire immédiate, si elle épargne les revenus les plus bas, vient amputer ceux de salariés à partir de niveaux assez modestes. L'augmentation, même faible, des cotisations de la Sécurité sociale sous plafond, va inciter les employeurs à peser d'autant plus sur les revendications salariales pour les salariés les plus bas. Les fonctionnaires vont être les premières victimes de la limitation totalement arbitraire de la hausse des prix et revenus à 6,5 % en 1977.

C AR l'essentiel est là : Giscard et Barre tentent d'esquisser une politique des revenus, en créant le climat nécessaire à la résistance du patronat aux revendications salariales. Les mesures dites d'« équité », destinées à faire passer l'opération, restent anecdotiques. Qui, dans la grande masse des salariés, va s'émouvoir du blocage — purement

théorique ! — des salaires mensuels supérieurs à deux millions et demi de centimes ? Qui peut prendre au sérieux une modulation minime de l'impôt sur les sociétés, championnes de l'évasion fiscale ? Derrière des allusions minces et vagues, on ne voit poindre aucune réforme de structure. Et le comble, c'est que M. Barre entend « ne pas provoquer le chômage » : les chômeurs actuels, il les a rayés de ses doctes analyses ; c'est plus simple.

Il est clair qu'il ne s'agit nullement d'économie, mais de manipulation politicienne. Tout — le flot de démagogie, l'assaut d'idéologie « civique », les zig-zag au milieu des contradictions — tout cela n'a qu'un seul but : conditionner les travailleurs à une acceptation de l'austérité, les diviser, les chloroformer et permettre ainsi au patronat de jouer la carte que le gouvernement n'ose pas jouer à découvert. Rien n'indique que cette politique aura des effets réels sur l'inflation ; en revanche elle peut confirmer le retour au marasme économique. Peu importe pour le gouvernement actuel, qui n'a d'autre ambition que de désintégrer la majorité qui s'oppose à lui et, à tout le moins, de l'empêcher de lui succéder.

M AIS c'est une spéculation hasardeuse. C'est supposer que les forces populaires vont tomber dans le panneau, voire s'entre déchirer sur le sort qu'il convient de réserver au plan d'austérité. Certes, attentif à toute fissure de ce côté-là, Barre a pu discerner quelques oreilles complaisantes à ses propos. La tâche la plus urgente est de réunir les conditions d'une contre-offensive de masse qui couvrira largement les propos discordants ou irresponsables. Et la première condition, c'est la définition d'objectifs anticapitalistes précis, répondant concrètement à la situation concrète actuelle, démontrant la possibilité d'une alternative politique — et donc mobilisateurs. Il n'y a pas de temps à perdre. En ce qui nous concerne, nous nous y emploierons, à tous les niveaux, dans les jours qui viennent.

Michel MOUSEL ■

humeur etat d'alerte pour l'écologie

Belle illustration de l'inutilité et de l'impuissance du ministère de la Qualité de la vie : c'est le ministre de l'Agriculture qui a interdit (provisoirement) l'usage du 2-4-5-T, un (des) défoliant(s) nocif(s). Celui du Vietnam, celui qui a provoqué l'évacuation de la région de Sévés en Italie.

Interdiction survenue alors que Vincent Ansquer, qui a quitté le petit commerce pour surveiller les industriels pollueurs, s'en allait répétant partout que le 2-4-5-T n'était pas dangereux. Le responsable de l'agriculture avait dû oublier de lui téléphoner. Cela doit être pour lui permettre de sauver la face qu'il a interdit l'usage de ce défoliant en précisant... qu'il ne présentait aucun danger particulier. Il suffira de confier « les études plus approfondies » promises aux fabricants de produits chimiques : leurs laboratoires sont très bien équipés et leurs services de relations publiques aussi.

Il n'était pas besoin d'une mort suspecte dans le Morvan, mort dont il n'est pas du tout certain qu'elle ait un rapport avec un épandage, pour savoir que ce produit est plus que suspect ; comme des centaines d'autres, que l'on répand à profusion dans les campagnes ou dans les rivières.

Municipales et législatives obligent : le pouvoir s'intéresse soudain à la protection de l'environnement. Comme Giscard en 1974 : l'espace d'un printemps. Il y a une quinzaine de jours Chirac s'est payé le luxe, depuis sa Corrèze, d'écrire au ministre de l'Agriculture pour demander l'interdiction des épandages de 2-4-5-T. Lui qui disait au mois d'août : « Sévés en

France ? Ce n'est pas possible ! » Il a raison : en France ce n'est pas au bout de trois jours que l'on apprendrait la gravité d'un accident mais au bout de trois semaines.

C'est le moment, pour les militants, de ne pas oublier de dire, de répéter que l'écologie est politique, que la destruction de l'environnement, les empoisonnements de la nature, les pollutions, les disparitions d'espaces verts... ne sont pas le fruit de hasards malheureux, pas le résultat de la malchance ou la rançon des progrès de la technologie. Comme les représentants de la majorité vont nous expliquer bientôt, puisque l'un des axes de leurs campagnes électorales portera sur les problèmes écologiques, version libéralisme avancé. Pour la première fois ils vont oublier de mettre des guillemets autour du mot. Prêts à promettre, prêts à proclamer qu'avec un peu de bonne volonté tout s'arrangera entre les pollueurs et les pollués. Grâce à un ministère qui ne dispose d'aucun pouvoir et de 0,20 % du budget de l'Etat.

Alerte à l'Écologie : elle va un peu trop faire recette auprès des politiciens qui la rebaptiseront « Qualité de la vie » pour que les écologistes ne prennent pas les devants. En lançant un programme politique, par exemple. Et vite, avant qu'un trop grand nombre de gens ne soit persuadé que les problèmes seront résolus avec quelques interdictions, provisoires ou non.

C.-M. VADROT ■

où va la France ?

plan Barre : diète et aspirine

Ça ne va pas, vraiment pas. On nous conseille d'abandonner le médecin de quartier aux méthodes expéditives, et de consulter une sommité médicale — ou réputée telle. Et vous en sortez sans diagnostic, prié de vous bourrer d'aspirine et de vous serrer la ceinture ; pourvu de bonnes paroles, mais le portefeuille délesté du montant d'honoraires exorbitants.

Voilà à peu près ce qui arrive avec le plan Barre. C'était bien la peine d'entretenir tout un suspense autour des mesures arrêtées au Conseil des ministres... à moins que toute la politique gouvernementale se résume dans l'art de créer un climat, par moyens d'information interposés : on menace tout le monde, on laisse filtrer des bruits alarmants dans toutes les directions, on laisse planer des menaces aussitôt démenties, tout cela dans le but de plonger chacun dans une sorte de psychose de l'austérité. Deux conditions sont nécessaires pour que ça réussisse : l'usage de la brosse à reluire dans les mass media ; l'absence de réaction des

gêne à commenter le détail des mesures, tant les véritables problèmes sont ailleurs. Essayons quand même, au moins pour savoir ce que révèle le coin du voile relevé.

l'ordonnance...

Si l'on considère le plan Barre sous l'angle des moyens de financement, on a l'impression qu'il s'agit d'une reconduction assez misérable des trucs et ficelles traditionnels pour assurer l'équilibre des divers compartiments des finances publiques (budget, Sécurité sociale). Il en est ainsi pour la vignette et le prix de l'essence dont les expériences précédentes ne prouvent nullement qu'il modifie la consommation d'énergie, en tout cas s'il n'est pas accompagné d'une politique très dynamique des transports publics. Ce qui montre, une fois de plus que l'équilibre comptable du budget n'est en rien une garantie contre l'inflation — tout dépendant de la nature des recettes et des dépenses. Mais il y a aussi des choix plus significatifs :

— pour l'impôt sur le revenu, derrière le prétexte d'« équité », on constate que les salariés vont être touchés à partir de niveaux de revenus assez bas ; et, contrairement aux apparences, la progressivité globale du système fiscal ne va guère être accentuée (il sera instructif à ce sujet de connaître la réaction de la CGC). Rien sur l'inégalité de la charge fiscale sur les contribuables, à peine une allusion à la fraude ;

— le relèvement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés constitue une mesure dérisoire, eu égard aux disparités des situations (qui justifieraient comme nous le proposons, un impôt progressif) et un déploiement sans égal de la fraude, illégale autant que légale ;

— la manipulation des cotisations sociales sous plafond — et non sur l'intégralité des salaires — tend à rendre leur poids d'autant plus élevé que le salaire est faible ; elle va accentuer la résistance patronale aux revendications salariales...

Par ailleurs, avec le blocage temporaire des prix, le gouvernement décide de casser le thermomètre pendant trois mois. Que se passera-t-il après ? La décision de baisser le taux de TVA pour un certain nombre de produits de consommation non alimentaires (en

l'alignant sur celui de la plupart de nos voisins) pourrait faire croire qu'une revendication des travailleurs est satisfaite. Mais, ce qui est cocasse, c'est que, si l'on comprend bien, cette baisse interviendra *au moment de la libération des prix* et non pendant la période de blocage où le prix pourrait être taxé en tenant compte de la baisse de la TVA. D'où la question : à qui le gouvernement s'apprête-t-il à faire ce cadeau : aux consommateurs, ou aux producteurs et aux commerçants ?

De surcroît, le blocage des tarifs publics et des loyers sera prolongé jusqu'au 1^{er} avril. Devinette : pourquoi pas le 1^{er} mars, ou le 1^{er} mai ? Cherchez la réponse du côté du calendrier politique.

...du Dr Knock

Tout cela n'est cependant que l'enrobage de l'essentiel : Giscard et Barre testent la possibilité d'introduire une police des salaires. Quels en sont les éléments ?

1° Faire semblant de s'attaquer sérieusement aux prix : blocage temporaire, fixation parfaitement arbitraire de la hausse des prix à 6,5 % en 1977 (on sait ce que valent ces estimations volontaristes depuis quelques années — et encore plus ce que vaut l'indice de référence) ;

2° Affirmer que le pouvoir d'achat doit être strictement stable (ce qui équivaudrait pour la grande masse à une baisse de pouvoir d'achat) ;

3° « Donner l'exemple » à travers les travailleurs du secteur public, et présenter des « recommandations » au patronat — ce qui signifiera l'appui gouvernemental par tous les moyens à la fermeté attendue des chefs d'entreprise ;

4° Donner l'illusion de la justice, en affirmant (gratuitement pourrait-on dire) qu'on freine ou stoppe l'augmentation des plus hauts revenus. Mais il s'agit de très, très hauts revenus, qui n'ont pas grand chose à voir avec les négociations de salaires, qui sont même plutôt les revenus de ceux qui négocient, non pas à côté des salariés, mais face à eux ;

5° Relancer les aides budgétaires aux capitalistes, soi-disant pour stimuler l'investissement et l'exportation. M. Barre ne semble pas troublé par l'usage qu'ont fait les bénéficiaires des mesures analogues précédentes. Il est vrai que selon lui l'inflation est due au pétrole et aux salariés. Pas à la gestion de cette catégorie défavorisée que constituent les chefs d'entreprise.

Sans doute n'est-ce qu'un « test » de la police des salaires. Mais c'est déjà la politique d'austérité la plus agressive qui ait été mise en œuvre depuis le début de la crise. Rien n'est dit sur la situation actuelle du chômage — on voudrait simplement éviter qu'il ne s'aggrave encore ! Cependant, à quelque chose malheur est bon : chacun est maintenant averti de ce qui se trame, chacun devra se déterminer par rapport à cette politique, et cela sans ambiguïtés. Les amateurs de consensus social devront choisir leur camp. Il n'y a pas non plus de place pour un quelconque cartel des « non ».

Quand une politique est aussi ouvertement celle d'une classe, il n'y a pas d'autre réponse possible que le rassemblement de ceux qui ont un intérêt commun à lutter contre le capitalisme, autour d'objectifs communs.

Giscard et Barre cherchent à gagner en évitant l'épreuve de force. La pire erreur ne serait-elle pas de la leur épargner.

Abel VERNE ■



Photo ADJA-Weiss

principaux intéressés. La première semble avoir été assez facilement obtenue... quant à la seconde, il dépend de nous, entre autres, que l'opération capote. C'est pourquoi — même à chaud — on éprouve quelque

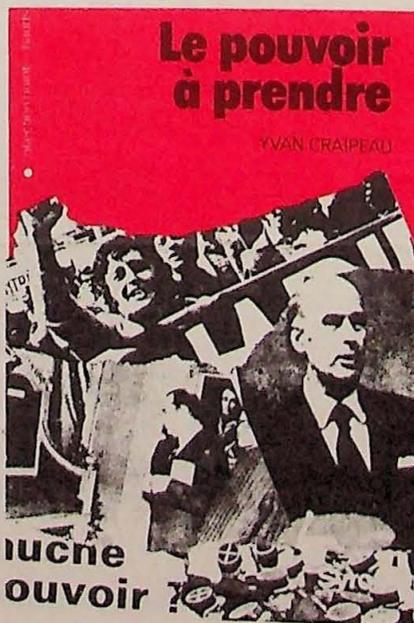
TS publiera dans un prochain numéro un dossier consacré à la Corse.

SYROS

vient de publier dans la collection

POINTS CHAUDS

12 F - 104 pages



Quand la gauche est au bord du pouvoir et que l'actuel pouvoir d'une droite aux abois tend ses pièges et fourbit les armes qu'elle retournera, demain, contre les travailleurs, chacun s'interroge et cherche une réponse aux échéances proches. 1978 ? La France de 36, de la Libération, ou bien le Chili d'Allende, autant d'espoirs déçus et qui font réfléchir. Aujourd'hui, la responsabilité des révolutionnaires partisans de l'autogestion est grande. A la mesure de l'espérance qui naît. ■

HORS COLLECTION :

- *CFDT au cœur*, Frédo Krumnow, avril 1976, 192 p., 22 F.
- *Chili 1970-1973, un peuple en lutte*, collectif PSU, 107 p., 10 F.

COLLECTION « HISTOIRE ET THEORIE »

- *Les Mouvements d'émancipation nationale*, A. Nin ; 1975, 203 p., 24 F.
- *Demain l'URSS*, R. Medvedev, L. Pliouchtch... ; mai 1976, 176 p., 21 F.

- *Angola, le prix de la liberté*, J.-P. Cosse, J. Sanchez ; juin 1976, 248 p., 27 F.

COLLECTION « COMBAT CULTUREL »

- *Chansons politiques d'aujourd'hui*, Béranger, Brua, Bulher, Imago, Mouloudjo, Servat, Vigneault ; juin 1976, 96 p., 18 F.

majorité : Chirac à l'assaut

Après une semaine de tourisme « incognito » dans les îles grecques, Jacques Chirac va passer aux choses sérieuses. Son appel aux « compagnons » indique une volonté de reprise en main de l'UDR dont il entend faire son levier. Mais au-delà de l'UDR, il vise la majorité présidentielle où il tente d'enfoncer un coin.

Dans la perspective des difficultés qui vont l'assaillir, Chirac se présente dès maintenant comme le recours. L'ex-Premier ministre continuera d'opposer sa stratégie à celle de Giscard. Celui-ci, comme on sait, mise sur la dissociation de l'Union de la gauche et sur les vertus du plan Barre pour affronter l'échéance électorale de 1978 dans des conditions acceptables pour la majorité. Chirac, qui était partisan d'élections anticipées, reste convaincu que la seule solution est le choc brutal contre la gauche, le plus tôt possible. La défaite attendue de la majorité aux élections municipales viendra renforcer ses positions dans l'ensemble de la droite, de même que l'échec prévisible du plan anti-inflation.

Le paradoxe de la situation est que l'opposition de Chirac va se développer non à l'extérieur, mais à l'intérieur de la majorité. L'UDR n'a pas le choix. Elle continuera de soutenir

Giscard sans désavouer Chirac, et celui-ci, tout en affichant son loyalisme à l'égard du président de la République va travailler vigoureusement à saper ses positions.

Ce n'est pas le seul conflit au sein de la majorité. L'aile centriste du CDS trouve trop belle la part faite aux autres composantes et manifeste des velléités d'indépendance. Plus Chirac développera son offensive et plus les failles s'élargiront. Les contradictions de la majorité ne tiennent évidemment pas aux seules difficultés de l'attelage Giscard-Chirac, ni à de simples divergences sur la stratégie à mettre en œuvre pour garder le pouvoir.

Elles ont leur source dans le caractère contradictoire de la majorité présidentielle elle-même. Celle-ci a regroupé sous le signe du « changement dans la continuité » la droite réactionnaire et conservatrice et un certain nombre de partisans de



réformes séduits par les promesses d'un renouveau acquis sans remise en cause de l'ordre social.

La crise, l'échec flagrant de la politique gouvernementale, ont fait

éclater cette majorité par les deux bouts. Il est tout à fait improbable que le plan Barre réussisse à en recoller les morceaux.

Rémy GRILLAUT ■

les contradictions de l'alliance PC-PS

Le nouveau conflit au sein de l'Union de la gauche a ceci d'original que, cette fois, c'est le Parti socialiste qui en prend l'initiative. Alors qu'au lendemain des élections partielles de 1974, nous avons eu droit à une année de dures polémiques laissant le Parti socialiste à peu près silencieux, cette fois-ci la situation est inversée. Le Parti communiste prend l'algarade de Mitterrand avec le plus grand calme. Pourtant le premier secrétaire du PS est allé très loin dans l'accusation en évoquant « le retour aux méthodes que les communistes eux-mêmes semblaient avoir rayé de leur passé ». En des temps très récents une telle déclaration aurait été taxée d'anticommunisme virulent. Le porte-parole du PCF s'est contenté de se montrer « surpris et peiné » par ces propos.

On connaît le sujet de la querelle. François Mitterrand reproche au PCF une interprétation abusive de l'accord du 28 juin sur les élections municipales. Une affiche communiste prétendait que le comité de liaison de la gauche avait décidé de présenter partout des listes communes dès le premier tour. C'est faux, réplique Mitterrand, il a seulement recommandé de rechercher « le meilleur accord possible d'union de la

gauche ». Comme toujours, l'interprétation différente des textes politiques révèle les divergences d'analyse et de stratégie et fait apparaître les arrière-pensées des uns et des autres. Le meilleur accord possible, c'est, pour le PCF, des listes communes partout. Seul un tel accord permettrait aux communistes d'éviter une concurrence qui a de fortes chances de tourner à leur désavantage. Pour le PS, le meilleur accord est celui qui assurera, partout où il en voit la possibilité, sa prépondérance dans les municipalités et au sein de la gauche.

Car au-delà des intérêts de parti qui expliquent l'aspect proprement électoral, pour ne pas dire électoraliste, du conflit, ce sont tous les problèmes de l'Union de la gauche qui se trouvent posés. Il est clair que s'il y avait un accord profond entre le PC et le PS, cette divergence aurait été facilement surmontée.

Du point de vue de la dynamique unitaire, il ne fait aucun doute que la solution des listes communes est la meilleure. Elle constituerait une affirmation claire de l'union des forces de gauche face à la droite et renforcerait d'autant les possibilités d'action commune dans l'ensemble du pays.

Au contraire, le traitement différent accordé aux villes de plus de 30 000 habitants et aux autres communes fait apparaître l'accord dans les grandes villes moins comme un progrès de l'union que comme le résultat d'une contrainte de la loi électorale.

Mais la vérité est que les deux principaux partis de l'Union de la gauche continuent de se livrer bataille pour la conquête de l'électorat aussi bien que pour l'influence prépondérante dans les couches sociales décisives. Si le PS refuse une véritable unité au plan électoral, le PCF tend à considérer les entreprises comme ses chasses gardées et s'efforce de monopoliser les actions ou simili-actions de masse. Cette rivalité acharnée qui se poursuit, à travers le compromis du Programme commun, recouvre des projets et des perspectives différentes. Le Parti socialiste ne perd aucune occasion de montrer qu'il est capable de résister à la pression communiste. Mais à quoi tend cette démonstration sinon à rassurer cette fraction de l'opinion à qui la peur de l'alliance socialo-communiste tient lieu de conscience politique. La logique de cette attitude conduit à chercher un élargissement au centre et rencontre l'objectif giscardien de rééquilibrage à gauche.

Quant au Parti communiste, il a facilité et continue de faciliter cette opération par sa prétention à détenir le rôle dirigeant, par le type de société auquel son image reste liée parce qu'il n'en a jamais effectué une critique radicale.

Le PSU n'est pas un spectateur passif de ce conflit; ce qui compte pour lui c'est la volonté de lutte et les progrès de la dynamique unitaire dans les masses populaires. S'il s'est prononcé pour la constitution de listes communes dès le premier tour, comprenant les partis de l'Union de la gauche et les forces qui luttent pour l'autogestion socialiste, c'est que cette tactique est la plus favorable à la formation d'un rassemblement anticapitaliste et à la réalisation de l'unité d'action. C'est aussi celle qui permet aux forces révolutionnaires et autogestionnaires de peser sur les développements politiques ultérieurs. Le PSU poursuivra cet objectif au cours de la préparation des élections municipales en apparaissant, au milieu des contradictions des uns et des autres, comme un artisan résolu de l'unité de toutes les forces populaires.

Victor LEDUC ■

Sécurité sociale : ce qui se trame

Dans le débat actuel sur la Sécurité sociale, il est certain, comme l'écrivait récemment un journaliste, que toutes les cartes ne sont pas sur la table ; celles qui s'y trouvent sont pour la plupart biseautées. Dans la « crise » actuelle, il y a des éléments conjonctuels, aigus, d'autres permanents, connus mais volontairement ignorés ; enfin, derrière tout cela, une attaque en règle contre le principe même de la sécurité sociale, menée avec une implacable logique par le CNPF depuis 1965, date de parution de son projet (1).

L'élément conjoncturel, c'est la crise économique et sa première conséquence : le chômage. Les syndicats évaluent à 6 milliards le manque à percevoir des caisses, en prenant pour base un salaire égal au SMIG pour le million de chômeurs. Monsieur Derlin, délégué de Force ouvrière et président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) évaluée à 6 milliards le déficit prévisible de la CNAM en 1976.

Les éléments permanents et connus, ce sont les « charges indues » imposées au régime général. La commission Grégoire les évalue à 6 milliards ; la CGT, la CFDT et le PCF, dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé en avril 76 au Parlement les évaluent à plus de 20 milliards ; l'aide aux autres régimes, les frais d'enseignement et d'investissement hospitalier incorporés dans le prix de journée, la compensation des accidents du travail des mineurs ; les cotisations patronales retenues et non re-

versées ; de même l'allocation vieillesse des non-assurés, l'aide à la famille qui ressortissent de la solidarité nationale et non du régime général ; la TVA, impôt sur la maladie ; l'allocation logement, la prime de déménagement, la formation des travailleuses familiales, l'allocation aux handicapés adultes (selon la CGT).

Il n'est pas possible d'aborder ici l'absurdité du système de distribution de soins ; ce sera fait prochainement. Citons seulement deux énormités. D'une part, les trente mille omnipraticiens de ce pays qui prélèvent pour eux, frais professionnels déduits, 2 à 3 % du budget de la Caisse maladie mais sont les ordonnateurs de 80 % dudit budget, reçoivent une formation totalement incohérente. D'autre part, il est admis que 75 % des malades hospitalisés n'ont rien à faire à l'hôpital ; or, le budget de l'hospitalisation représente environ 50 % du budget de la CNAM.

Autre remarque : il existe en France vingt-trois régimes différents d'assu-

rance maladie dont les frais de gestion sont largement supérieurs au déficit du régime général. Ces problèmes, parfaitement solubles dans le cadre d'une véritable révolution structurelle dont il ne peut être question ici, ne représentent pas le danger essentiel, ni le plus urgent.

L'essentiel, c'est la véritable entreprise de destruction du principe même de la Sécurité sociale : la prise en charge collective de la maladie et des facteurs de risque et une redistribution plus juste des revenus. Le projet patronal explique clairement que la SS doit assurer une « couverture minimale », notamment pour les assurés ayant un faible revenu ; quant aux autres, ils doivent financer leur couverture santé par l'épargne volontaire dans le cadre de l'assurance privée, des mutuelles... Une tentative pour instaurer ce double secteur a échoué de peu lors des discussions sur l'article 18 de la Convention nationale que nous avons analysé dans 75. Un communiqué de bureau national du PSU avait le premier dénoncé ce piège dans lequel faillirent tomber syndicats et partis politiques de gauche.

médecin et chômeur

Le patronat a reculé pour cette fois ; mais Derlin, son complice, a clairement annoncé la couleur. Dans les structures médico-sociales actuelles, la plupart des 40 000 nouveaux médecins qui vont arriver sur le marché du travail seront chômeurs. C'est là « l'armée industrielle de réserve » qui servira à créer les fameux « Centres expérimentaux », la véritable « médecine des pauvres ». Parallèlement, l'élargissement du droit au DP (2) non remboursé, mettrait en place le corps des « médecins de riches ». Le matraquage sur la croissance des dépenses de santé et sur « l'absentéisme » galopant prépare la prochaine offensive —

ce qui en plus est faux : le nombre de consultations et de visites en 1974 a diminué ; la part du budget consacré aux indemnités journalières d'une durée de un à 90 jours a diminué régulièrement depuis 1971 : 7,71 % en 1971, 7,67 % en 1972, 7,66 % en 1963, 7,57 % en 1974. Voici la réalité : l'absentéisme diminue.

En conclusion, et pour expliquer en partie cet état de fait, il faut rappeler la composition du conseil d'administration de la CNAM.

En 1945, les salariés élisaient 75 % des administrateurs ; le patronat 25 %. Les élections au suffrage universel ouvraient un débat sur la Sécurité sociale et les travailleurs avaient conscience qu'elle était leur bien propre. Aujourd'hui, les administrateurs sont désignés ; la SS est devenue une puissance lointaine, étrangère, voire hostile. Sur 18 administrateurs, la CGT en désigne trois ; la CFDT deux ; le patronat huit ; la CFTC un ; la CGC un ; FO un, qui en est le président.

Le patronat est le maître absolu de ce budget de deux cent vingt milliards de salaires différés dont on a déposé les travailleurs.

Le silence, l'indifférence pourrait-on dire de l'extrême gauche, de toute la gauche devant cette énorme offensive patronale est véritablement stupéfiante ; et cela dans un moment où sont réunies un grand nombre de conditions favorables pour engager et, peut-être, gagner la bataille de la Sécurité sociale, de la Santé.

Docteur Gabriel GRANIER ■

(1) Une analyse et de larges extraits de ce document seront publiés prochainement par les éditions SYROS, Requiem pour une médecine, coll. « Points chauds ».

(2) Le droit permanent à dépassement (DP) libère les médecins des contraintes tarifaires tout en leur conservant les avantages de la Convention (abattement fiscal, retraite majorée, couverture médicale par le régime général).



Photo Simonet-Fotolib

liberta per i patrioti corsi

Devant l'inculpation et l'arrestation (au titre de la loi anti-casseurs) de 17 militants corses (dont A. Murati, secrétaire du PSU corse) le Collectif de défense des inculpés organisait le 17 septembre à Marseille une conférence de presse.

Au-delà des irrégularités et des incohérences juridiques commises par la justice, abordées par les avocats, et qui démontrent la dureté du pouvoir, les organisations autonomistes (APC, PPCA) (1) ont situé le problème sur le plan politique : le peuple corse qui subit une agression de type colonial lutte pour une autonomie. C'est-à-dire pour décider lui-même de ses propres affaires. Ce combat est une légitime défense et doit être soutenu. Aussi, c'est avec amertume que les organisations corses notaient le peu d'empressement à la riposte de la part des organisations ouvrières françaises exception faite du PSU.

Le représentant de 75 intervenait

pour affirmer le soutien total du PSU face à la répression que subissent les patriotes corses. Des contacts étaient pris afin d'envisager la possibilité d'une riposte unitaire. La Fédération des Bouches-du-Rhône du PSU avait d'ailleurs quelques jours auparavant demandé aux organisations politiques et syndicales de gauche la réunion du Comité départemental de défense des libertés.

En arrêtant, en interpellant des responsables politiques, socio-professionnels, le pouvoir giscardien franchit un degré de plus dans sa politique répressive en Corse. Si le gouvernement est si dur, c'est qu'il a très bien compris que la lutte du peuple corse entraînait en contradiction avec la logique du capitalisme comme le prouvent les luttes contre le déversement des « boues rouges » contre les grandes propriétés agraires, contre l'exode voulu par le capitalisme français et international, qui veut faire de la Corse une île de touristes ; contre enfin les clans et leurs élus, distribu-

teurs d'aumônes et serviteurs fidèles du pouvoir central colonialiste.

Toutes ces luttes qui montrent l'aspiration des Corses à décider eux-mêmes de leurs propres affaires, vont dans le sens du Socialisme autogestionnaire qui permettra l'existence de régions ou nations autonomes et unifiées. Pour le pouvoir capitaliste, céder d'un pouce c'est ouvrir la possibilité d'un large front des minorités nationales de l'exagone et c'est sa perte assurée ; alors qu'au même moment il est incapable de résoudre la crise, et ne répond aux revendications des travailleurs, soldats femmes, etc, que par la répression.

C'est pourquoi, reculer devant cette répression serait très lourd de conséquences pour l'avenir de la Corse, mais aussi pour toutes les luttes des travailleurs dans l'héxagone.

Laisser aujourd'hui le peuple corse se battre tout seul devant le pouvoir, c'est apporter un appui au gouvernement giscardien, c'est lui donner le baton avec lequel il nous frappera demain.

Marie-Andrée LUCIANI ■

(1) APC : Association des patriotes corses. PPCA : Parti populaire corse autonomiste.

briser la chaîne

le scandale Solmer

Nous avons reçu de la section syndicale CFDT de Fos-sur-Mer, les rapports 74 et 75 de l'expert-comptable près du comité d'entreprise (1). Ces rapports sont édifiants et permettent de saisir de façon très concrète, comment fonctionne aujourd'hui le grand capital de connivence avec le pouvoir d'Etat.

Solmer, c'est un des plus importants complexes sidérurgiques français, l'un des grands projets industriels du gaullisme (et de Giscard d'Estaing). Sa capacité de production d'acier représente 10 % de la capacité de production française (et 20 % pour les produits plats : tôles, bobines). A Fos-sur-Mer, y sont employés 6 600 salariés dont 63 % postés.

Les deux énormes groupes sidérurgiques français : Usinor (Paribas) et Sacilor (De Wendel) emploient directement l'un 42 000 travailleurs et l'autre 50 000 (fin 1974). Ils possèdent Solmer à 95 % ; (les 5 % qui restent, appartenant à Thyssen, premier trust sidérurgique allemand). L'implantation et l'exploitation de la Solmer ont déjà coûté des milliards aux travailleurs de ce pays.

Entre 1971, date des premiers travaux et 1975 fin des investissements, 9,4 milliards de nouveaux francs ont été investis à la Solmer. Comparez à la note à payer pour la sécheresse contre laquelle notre cher Barre s'escrime tant. C'est plus lourd. Le scandale réside dans la façon dont se répartissent les 9,4 milliards.

Juridiquement, les propriétaires sont les deux sociétés-mères : Sacilor et Usinor. C'était donc à elles que revenait le financement et les éventuelles pertes à éponger. Logique ! Mais qu'en était-il réellement au 31 décembre 1974 ? Officiellement, les sociétés-mères avaient apporté alors 1,2 milliard au titre du capital social, 0,5 milliard sous forme d'obligations convertibles et elles avaient pris en charge 1,2 milliard de pertes (dont une partie immédiatement exigible d'environ 1 milliard. L'Etat quant à lui, avait avancé par l'intermédiaire du FDES(2) et du Crédit national, la somme faramineuse de 1,8 milliard. Tout cela représentait donc, en principe, une charge de 2,9 milliards pour les deux trusts et de 1,8 milliard pour l'Etat.

Derrière ces chiffres théoriques le rapport d'expertise comptable fait apparaître une réalité bien différente. En effet, il montre que sur 1,2 milliard dû par Sacilor et Usinor au titre du capital social, 550 millions ont été financés par l'Etat (encore le FDES !) grâce à un prêt spécial à ces deux sociétés. Les 500 millions d'obligations convertibles en actions ont été obtenus par l'intermédiaire d'une société financière créée uniquement à cette intention : SidFos. Quant aux pertes, elles se sont traduites par un « endettement » de 1,1 milliard auprès de la Solmer. Les

sociétés-mères n'ont donc versé que 110 millions. Et le coût total, pour elles, n'a été que de 810 millions.

Le rapport d'expertise montre, en outre, un endettement anormalement élevé des deux trusts, en tant que clients de la Solmer, de 350 millions. En effet, les propriétaires de Solmer en sont statutairement les deux clients uniques (Solmer étant une coopérative patronale). Le déboursement réel, amputé de ces factures est donc encore inférieur à 800 millions (à comparer avec le coût théorique de 2,9 milliards qui apparaissait dans leurs comptes).

de l'impôt sur les sociétés...

Mais ce n'est pas tout ! Les sociétés-mères avaient obtenu du ministre des Finances de l'époque, Giscard d'Estaing soi-même, une convention fiscale extraordinaire leur permettant de déduire de leurs bénéfices nets les pertes de démarrage de la Solmer jusqu'à la fin de 1975. A charge, bien entendu, pour ces messieurs de payer effectivement ces pertes à la Solmer. Ils ont, bien sûr, fait la déduction fiscale (gagnant ainsi une réduction de 500 millions d'impôts), mais ils n'ont pas, comme indiqué plus haut, payé les pertes.

Finale, le coût réel de la Solmer était encore inférieur de 500 millions pour Sacilor et Usinor, mais supérieur de la même somme pour l'Etat ! Cela nous donne, en réalité, un étrange financement : coût réel pour les deux trusts : entre 0 et 300 millions et coût réel pour l'Etat : 2,9 milliards. L'Etat a financé la quasi-totalité, alors que Sacilor et Usinor, qui n'ont rien déboursé, possèdent la totalité du capital, et sont les maîtres de l'entreprise, de sa gestion, des travailleurs et des profits éventuels à venir. Une nationalisation des coûts et des pertes, mais pas des profits en somme !

La rentabilité de l'opération est évidemment supérieure à tout ce qu'on peut imaginer, puisqu'avec une mise de fonds nulle, les profits reviennent à Sacilor et Usinor, cela quelle que soit la rentabilité économique du projet !

Il y a précisément beaucoup à dire sur cette rentabilité. En effet, Solmer est le fleuron d'une nouvelle génération d'usines sidérurgiques dites « pieds dans l'eau ». Les maîtres de

forge ont choisi, à la fin des années soixante, d'abandonner leur fief lorrain au marasme économique et au chômage. Leurs calculs leur montraient qu'il était plus rentable de construire leurs usines en bord de mer, d'y utiliser le minerai et le charbon à coke importés (du Brésil, de l'Australie et de la Mauritanie pour le fer ; de la Pologne et des USA pour le coke) et d'exporter l'acier plus commodément. Or depuis, les revers essuyés par les impérialistes, les augmentations consécutives du transport ont déjoué leurs calculs.

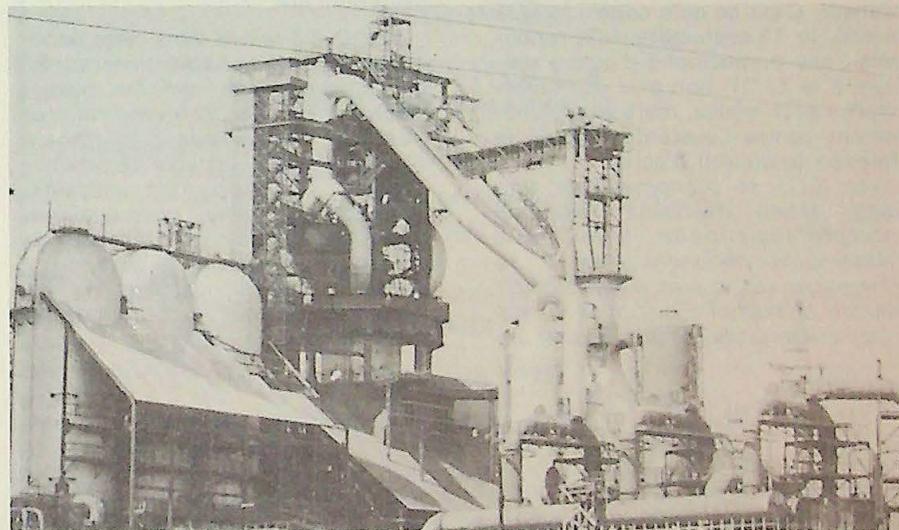
De fait, le rapport d'expertise le note bien ; la rentabilité de Solmer est plus que douteuse ; près d'un milliard de pertes en 1974, 1,2 milliard en 1975. Selon le budget prévisionnel établi à partir des chiffres comptables, des pertes encore plus importantes sont à attendre par la suite, même avec un relèvement substantiel, en cours actuellement, du prix de l'acier.

Une bonne partie de ces pertes sont la conséquence pure et simple de l'absence totale de financement

tion bien traditionnelle et moins onéreuse : quelques investissements de « bricolage », accompagnés d'une augmentation de la productivité (donc des cadences, de l'encadrement du travail), lui permettraient de faire passer la capacité de production de 4,5 ou 5 millions de tonnes.

Mais cette aggravation permanente des conditions de travail, n'est pas nouvelle à la Solmer. En février 1976, les ouvriers avaient mené une grève très dure pour l'obtention de la cinquième équipe. En effet, à Solmer, on travaille en trois-huit pendant sept jours d'affilée, la quatrième équipe étant de repos. La cinquième équipe éviterait ce régime infernal. Mais elle augmenterait de 25 % le personnel. Le coût salarial en résultant, aurait exigé une augmentation du prix de l'acier de 2 % pour 1976. Les patrons refusèrent. Or l'augmentation probable du prix de l'acier pour cette même année, était d'ores et déjà de 20 % !

Un tel scandale dépasse ce qu'on peut imaginer sur les liens Etat/grand capital et sur le mépris



initial par le patronat, ce qui conduit à des frais financiers colossaux : 21 % du prix de revient en 1975, sans tenir compte des remboursements, soit 40 % de plus que le coût de la masse salariale pour cette même année.

A la vitesse à laquelle grimpent actuellement les prix, l'expert-comptable croit deviner le plan d'amortissement suivant de l'usine : l'inflation va venir gommer les frais financiers et l'endettement. Les trusts pourront alors commencer à récupérer du profit ; issu de quoi ? des remboursements en monnaie de singe des fonds investis, avancés par tout un chacun directement ou indirectement à travers banques ou impôts, mais sauf précisément par les propriétaires Usinor et Sacilor.

qui possède ?

Il faut dire également que l'usine actuelle n'est que la première tranche d'un projet bien plus vaste, dont la capacité de production pourrait atteindre 7 millions de tonnes d'acier. Cette deuxième tranche devait être entièrement à la charge du patronat, l'Etat n'intervenant plus financièrement. La crise sert aujourd'hui de prétexte pour ne pas entamer les travaux de cette deuxième tranche. Le patronat essaie de trouver une solu-

tion dans lequel ils tiennent les travailleurs, les déplaçant de région en région au gré des « mauvais » calculs. La preuve est faite, dans ce rapport d'expertise, que par l'accès privilégié au crédit, par les réductions fiscales, deux grands groupes financiers et sidérurgiques français se sont vus offrir un complexe sidérurgique. Les pertes ont déjà été nationalisées au sens fort du terme. Voilà ce que c'est, l'aide de l'Etat. Mais elle est sélective selon les choix de la restructuration. Gageons qu'à Lip, l'argent de nos impôts ne sera pas distribué aussi généreusement, bien qu'il en faille cent fois moins !

De plus, il est probable que ces deux trusts, en cas de nationalisation de Solmer par un gouvernement de gauche, auraient l'impudence d'exiger une indemnisation. Mais d'ores et déjà, on aimerait savoir quelle suite les pouvoirs publics donneront à cette affaire. Celle des pétroliers.

Yves SPARFEL
et Camille ROMAIN ■

(1) L'expert-comptable qui assiste le CE dans l'examen des comptes annuels est désigné par les membres du CE à la majorité simple.

(2) FDES : Fonds de développement économique et social.

la mobilisation qui vient

Pouvait-on imaginer que la politique d'austérité du pouvoir ne connaîtrait pas une riposte unitaire de la CGT et de la CFDT ? On était à deux doigts de le croire, le 13 septembre dernier, quand CGT et CFDT ne purent s'accorder pour manifester ensemble. Aujourd'hui, on s'achemine vers un accord global CGT-CFDT-FEN avec l'appui du PCF, du PS et celui du PSU.

En effet, le gouvernement Barre prépare une série d'attaques contre le niveau de vie des travailleurs : l'aggravation des impôts directs et indirects, l'érosion des salaires par la hausse des prix, les atteintes à la Sécurité sociale, tandis que les problèmes de l'emploi demeurent. Il aurait été très grave que l'unité d'action ne puisse se réaliser. C'est ce qu'a conclu la CGT quand, le 15 septembre, elle renouvelait ses propositions d'action unitaire à la CFDT, non plus le « super-impôt » sécheresse, mais plus globalement contre l'austérité et pour la défense du pouvoir d'achat :

« La CGT se prononce pour une vaste action d'ampleur nationale interprofessionnelle avant que l'Assemblée nationale n'ait à se déterminer sur le plan d'austérité du pouvoir et souhaite que, d'ici là, ses propositions unitaires aboutissent. En

sociale ; pour obtenir l'augmentation du SMIC à 2 000 francs par mois pour 40 heures par semaine ; pour que des négociations s'engagent à tous les niveaux sur les principales revendications. »

La commission exécutive de la CFDT saisissait la balle au bond le 16 septembre :

« La CFDT relève dans cette déclaration des évolutions positives tant sur les objectifs que sur les formes d'action : les objectifs revendicatifs de l'action envisagée englobent l'ensemble des aspects du pouvoir d'achat, y compris les inégalités sociales, de l'emploi, des conditions de travail et des libertés syndicales. La CFDT y voit la possibilité de donner à l'action une base claire et d'éviter l'impasse que constituerait un simple front de refus de l'impôt. »

La discorde ne sera pas cependant oubliée de sitôt. Le refus de la CFDT de s'associer à une riposte large contre le « super-impôt » sécheresse sur la base d'un rassemblement ambigu de toutes sortes d'intérêts contradictoires et d'organisations, lui a permis d'affirmer son orientation anti-hiérarchique. Quelles sont les limites de la défense du pouvoir d'achat ? Voilà la vraie question qu'a posée la CFDT en ne se contentant pas d'un « rassemblement des mécontents ». Le chiffre arbitraire que fixe la CFDT en souhaitant qu'au delà de « 12 000 francs par mois, les salaires ne doivent pas suivre exactement l'indice des prix » permet de réfléchir à la question suivante : quand et où doit s'arrêter l'éventail et la hiérarchie des salaires ? La CGT élude la question en revendiquant la défense de tous les salariés quels qu'ils soient, mais en n'hésitant pas à s'étonner que la CFDT englobe parmi les salariés des gens qui gagnent 12 000 francs par mois. Nous sommes donc en présence du côté CFDT d'une surévaluation des « intérêts de classe bien compris » de ceux qui gagnent 12 000 francs et du côté CGT à une sous-évaluation des divisions entre salariés et du rôle essentiel que joue le système hiérarchique dans la lutte de classe. Le débat, qui est né à partir de ce chiffre arbitraire, recouvre des analyses de classe différentes. Le problème posé, à travers la participation de la CGC et la manière dont la CGT défend les cadres, est le suivant : Sont-ce des cadres ou des salariés que l'on défend ?

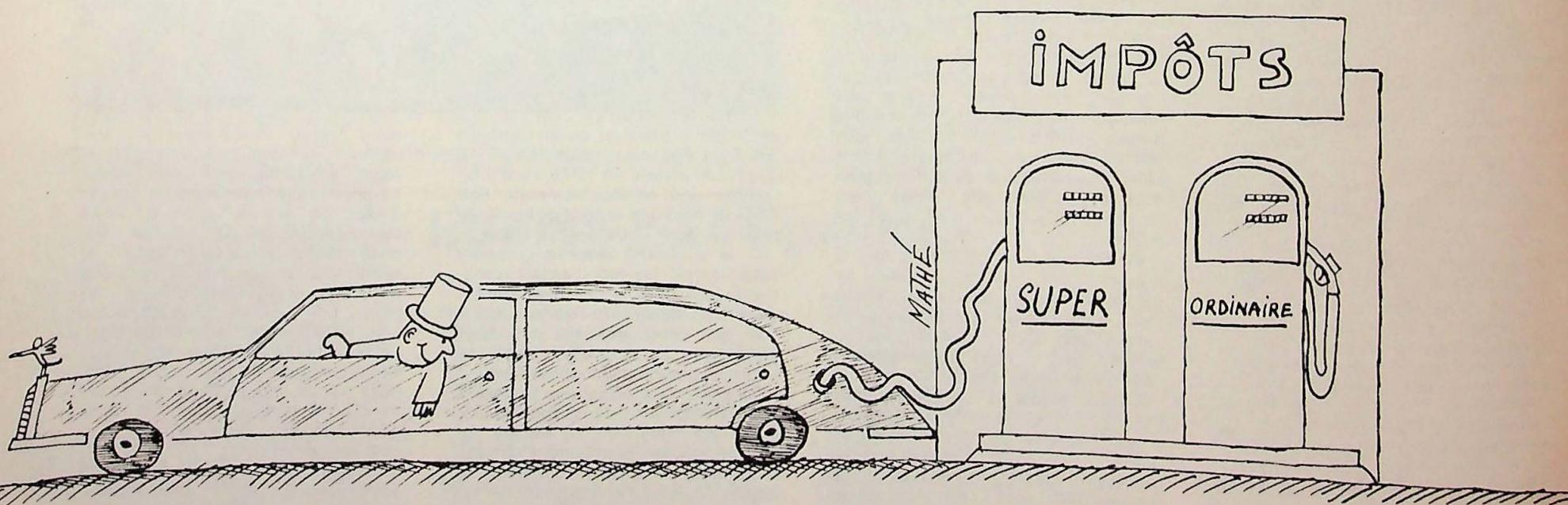
Si le volume du salaire n'est pas

plus-value. Quant à la CGC, il suffit de rappeler son attitude face aux séquestrations et sa défense de Chapron quand il fut mis en prison par le juge De Charrette, pour mesurer tout le fossé qui le sépare des organisations ouvrières.

Ce fossé se mesure dans la lutte de tous les jours. Peut-on considérer, dès lors, que la position de la CGT soit uniquement tactique, liée à un compromis nécessaire pour élargir la riposte, dans un moment précis, à l'offensive du pouvoir ? Non ! Car la CGT malgré de récentes évolutions, ne s'est jamais prononcée très clairement contre le pouvoir hiérarchique (attitude qu'on retrouve dans le Programme commun et la stratégie qu'il sous-entend).

qui centralise quoi ?

Une autre partie du débat a porté sur les modalités de la lutte. La CGT proposait la sempiternelle journée d'action. L'expérience a démontré que beaucoup de travailleurs et de militants ne participent pas massivement à ce genre de journée d'action ou à ces grèves de vingt-quatre heures, tant ils ont l'impression d'être utilisés comme masse de manœuvre et non associés à une mobilisation permanente prenant en charge leurs vrais problèmes. Quant à la CFDT, en tentant de répondre à ce problème, elle préconise l'étalement des actions et leur sectorisation. Ce faisant, elle risque par la multiplication de plates-formes



toute hypothèse, la Commission exécutive de la CGT se réunira extraordinairement le 23 septembre, pour préciser la date et les modalités de cette action : pour la défense et la progression du pouvoir d'achat et, dans ce cadre, contre le super-impôt-sécheresse sur les salaires ; pour une réforme démocratique de la fiscalité mettant un terme aux injustices dont sont victimes les salariés et réduisant les inégalités sociales ; contre toute nouvelle mutilation du régime de Sécurité

L'action à mener, conformément aux souhaits de la CFDT, est envisagée à partir des réalités concrètes contenues dans le plan Barre au lendemain de la publication de celui-ci.

qui défend quoi ?

Par ailleurs, la CGT, comme la CFDT, appelle d'ores et déjà à la mobilisation des travailleurs sur les lieux de travail.

secondaire, il n'est pas dans la querelle CGT-CFDT l'aspect essentiel. Ce que la CFDT met en cause, c'est la situation de classe du cadre, sa position dans la division du travail. Quand on sait que l'UGICT-CGT s'attache à la défense de la résidence secondaire, on mesure les différences qui séparent ses conceptions de celles de la CFDT. Car il s'agit de savoir si on défend le salaire (ce qui est du ressort d'un syndicat) ou si on met en avant la défense de privilèges que les cadres reçoivent dans la répartition de la

fédérales et professionnelles, de laisser de côté la nécessité en période d'offensive du pouvoir ou à certains moments politiques, de centraliser les luttes ouvrières.

Or précisément, nous sommes dans une période de ce type, où l'on voit un gouvernement en difficulté avec une majorité divisée, obligé de reconnaître la crise et voulant la faire payer encore plus lourdement à la classe ouvrière. C'est pourquoi les réticences contre les coordinations des luttes ne sont pas de mise. Pourtant la CGT exclut

sa section de l'IMRO (Imprimerie de Rouen occupée depuis neuf mois) qui participait à la dernière réunion de Besançon et la CFDT reste hostile à ce type d'initiative. Si les confédérations décidaient, au contraire, de les appuyer, de leur donner des moyens d'exister, de les multiplier, elles répondraient réellement au problème de la centralisation permanente ou ponctuelle de la mobilisation des travailleurs, trop souvent cantonnée à des journées sans lendemain.

Dans une telle perspective, le PSU fait des propositions concrètes, tant pour renforcer l'unité que pour lui donner un réel contenu anticapitaliste. Il préconise notamment le combat contre les privilèges fiscaux exorbitants accordés à la bourgeoisie, par une taxation sévère du capital, de ses revenus et de la spéculation. Cela implique un contrôle réel des bénéfices des sociétés. A contrario, il faut organiser un refus actif de tout impôt supplémentaire sur les revenus des travailleurs. On ne peut parler de « répartition juste » tant que les fondements même de l'inégalité fiscale n'auront pas été suppri-

més. Nous devons également refuser de payer l'inflation : par un blocage de la hausse des tarifs publics, des loyers et des charges.

Les travailleurs ne doivent pas payer la crise : la lutte contre les licenciements et l'exode rural reste essentielle et leur niveau de vie doit être sauvegardé par des revendications comme les 2 000 francs mensuels minimum pour tous (1), la réduction de la semaine de travail à 35 heures sans diminution de salaire, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans et des augmentations non-hiérarchisées des salaires.

Le plan de restructuration capitaliste, la privatisation des entreprises nationalisées et des services dits publics, le sabotage de l'emploi dans de nombreuses branches et régions doivent connaître un coup d'arrêt. Voilà ce qui doit être mis en avant dans la mobilisation unitaire des prochaines semaines.

Yves SPARFEL ■

(1) Notamment pour les smicards, les chômeurs, les retraités et les paysans.

sonacotra

En septembre 1975... la lutte des résidents engagée depuis un an déjà au foyer Saint-Denis-Romain-Rolland, s'étendait à plus de cinquante foyers. Pour briser la grève, la Sonacotra utilisait d'abord la négociation foyer par foyer avec l'ensemble des forces qui voulaient mettre un terme à ce conflit.

La CGT et le PC étaient extérieurs à ce mouvement autonome de masse (12 000 résidents) soutenu par la FASTI, la CIMADE, les CUFU, les organisations immigrées, l'extrême gauche. L'amicale des Algériens en France voulait empêcher la politisation de l'immigration, appuyée en cela par certaines autorités algériennes. (cf. les déclarations à la presse du Consul d'Algérie à Strasbourg dans le style : « En France, produis et tais-toi... l'Algérie a besoin de producteurs... non de contestataires »). Une lettre adressée par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève dénonçant tous ces agissements peu internationalistes... devait conduire l'amicale à tempérer son zèle à l'égard de la Sonacotra.

La CFDT, pour sa part, soutenait les objectifs de cette lutte au niveau des Unions locales dont les militants étaient engagés dans les comités de soutien. A l'URP la prise en charge restait discrète ; la confédération suspectait le caractère autonome... du comité de coordination en conflit sur le terrain avec la CGT.

recupération « tous azimuts »

Le PS se contentait des déclarations de Mitterrand et de questions posées

cances le conflit se réduisait à une quinzaine de foyers.

La bataille aujourd'hui continue sur le plan politique et juridique (cf. TS du 25/6/76) ; les procédures engagées devant le Conseil d'Etat, les plaintes déposées par les résidents pour prix illicites devraient aboutir rapidement avec la rentrée judiciaire. La situation redevient très dangereuse pour les résidents en lutte en raison de leur isolement par rapport aux organisations de masse et d'une pression de plus en plus récupératrice de certains éléments marxistes-léninistes présents dans les comités de soutien. Ceux-ci jouent sur la juste réprobation des résidents par rapport à l'attitude du PC et de la CGT pour les engager vers une dénonciation incessante de ces deux organisations de masse alors même que la plupart des foyers en grève sont situés dans des municipalités communistes !

Les dernières tentatives de la CGT de récupérer, avec la complicité de l'UGTA, la défense des dossiers des résidents en lutte, en raison de leur isolement par rapport aux organisations, en dépit des règles élémentaires normalement respectées chez les avocats, ont permis à l'*Humanité rouge* de trouver un terrain de choix pour dresser les résidents contre « le soi-disant parti communiste » et tenter de contrôler les comités de soutien.

Le PSU engage tous ses militants à assurer le succès de la pétition du comité de coordination qui doit être adressée au conseil d'Etat rapidement et à contribuer à la réussite du prochain meeting enfin d'être présents de manière active dans les comités de soutien pour riposter contre toute nouvelle répression qui pourrait faire suite à la procédure.

C. MAZEAU ■

LIBRAIRIE

Liste n° 8

« LE PETROLE » EDITIONS ALAIN MOREAU

- DOSSIER « R »
Comme Racket pétrolier
C. de Brie - M. Etienne - M. Mousel - F. Turquan
et la commission économique du PSU 39,50
 - LES SEPT SCEURS
A. Sampson
Exxon - Shell - Texaco - Mobil
BP - Socal & Gulf
Prix international de la presse 1976 34,00
 - LE COMLOT PETROLIER
Philippe Simonot 36,00
- Pris réel ... 109,50

NOTRE PROPOSITION : F. 100,00 FRANCO

Adresser commande & règlement à :
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP 19 706 28 Paris

à l'Assemblée nationale. Utilisant à fond ces cartes la Sonacotra faisait réprimer pour « l'exemple » 18 résidents, expulsés hors du territoire français par Ponia. A la veille des va-



Photo ADJA-Weiss

on ne peut pas tout dire

La Hague : le CEA occupé

Le 16 septembre 1976, le personnel du Centre de La Hague du Commissariat à l'Énergie atomique, en grève (80 % sur l'ensemble du centre) à l'appel de la CFDT, de CGT-FO et du Syndicat autonome, s'est réuni en assemblée générale. Les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine. Ils réclament :

le maintien de leur contrat de travail, la sécurité dans leur emploi, l'emploi dans la sécurité, et refusent la société privée COGEMA (Compagnie Générale de Matières Nucléaires) qui représente : un démantèlement du CEA, le transfert au secteur privé d'une branche importante de la production d'énergie, propriété de l'État ; le don pur et simple d'installations d'usines, de matériel, capital consti-

tué depuis 30 ans par les deniers des contribuables français ; les dangers d'une sécurité confiée à des intérêts privés, ceci se traduisant par la dégradation des conditions de travail pour le personnel et l'insécurité des populations : la démission de l'État devant ses responsabilités faisant supporter aux travailleurs les conséquences d'une manœuvre capitaliste, pour ne leur offrir que l'insécurité de l'emploi, la diminution des garanties de leur convention de travail et de leur pouvoir d'achat.

La production (retraitement des combustibles irradiés) est totalement arrêtée. La police a fait évacuer l'usine, samedi soir. Les travailleurs sont revenus lundi pour continuer la grève sur le tas s'organisant en assemblées générales et en commissions.

Pour les mêmes motifs et à l'appel des mêmes syndicats, les travailleurs du centre de MIRAMAS dans les Bouches-du-Rhône se sont mis en grève le lundi 20 septembre. ■

privé au plan des implantations de centrales ; sur la justice et les libertés avec un représentant du Syndicat de la Magistrature ; enfin sur le Chili d'aujourd'hui, avec la présence de J. Chonchol, ancien ministre de l'Unité populaire. Et les organisations invitées pourront naturellement provoquer les débats qu'elles voudront autour de leurs stands, ou bien, au buffet-buvette si elles préfèrent. Enfin une animation musicale (Christiane Oriol, Hopt Chooz et Aigre Moine) et des activités variées sont prévues pour les enfants. ■

chômage : en hausse

Selon les chiffres de la CGT, la situation de l'emploi s'est aggravée au mois d'août. Le nombre de chômeurs (avec le coefficient correcteur de 1,28 s'élevait à 1 173 024).

Fin août le nombre de chômeurs bénéficiant d'une allocation était de 573 227, dont 109 864 bénéficiant de l'ASA. A noter aussi que la grande masse des jeunes à la recherche d'un premier emploi ne sont pas encore inscrits à l'ANPE au mois d'août. Tout cela, bien sûr, au moment où le gouvernement annonce que nous sommes en situation de reprise économique. D'où l'importance de la journée intersyndicale du 23 octobre pour l'emploi. ■

l'escroc de « la Canaille »

Le Restaurant « La Canaille », 4, rue Crillon, 75004, sera fermé du mercredi 22 septembre au dimanche 26 septembre inclus.

Cette fermeture intervient à la suite de la découverte d'une série de vols de la part d'un membre de l'équipe de « La Canaille ».

Cet événement nécessite pour l'équipe restante, une réflexion politique et organisationnelle visant à un redémarrage le lundi 27 septembre.

La dénonciation de ce type de personnage et les implications politiques et personnelles qu'elle entend, requiert un débat interne dans l'Extrême-Gauche qui déborde le cadre de cette seule affaire.

Les signataires de ce communiqué se réservent la possibilité d'apporter des précisions supplémentaires sur cette affaire.

Signataires : L'équipe de « La Canaille », les amis de « La Canaille », les journalistes et correspondants présents de : Libération, Tribune Socialiste, (Révolution (?)), section 1, 2, 3 de la LCR. ■

Simax (Vosges) : répression continue

Le 16 septembre, la direction de la Simax à Rupt-sur-Moselle, s'est opposée à la reprise du travail de onze délégués CFDT, dont le licenciement vient d'être refusé par l'inspection du travail. Déjà en juillet elle avait opposé le même refus à la décision de l'ensemble des grévistes de les faire rentrer dans l'usine après leur long conflit de 8 mois pour la réintégration de leur délégué syndical CFDT, injustement licencié. Ces patrons sont à l'image de tous ceux de la métallurgie, qui depuis le début de l'année ont licencié 118 militants de la FGM-CFDT. ■

Braud-Saint-Louis : premier procès d'opposants

Quinze inculpés dont douze paysans au titre de la loi anti-casseurs passeront en procès à Bordeaux le 25 octobre pour « action concertée à force ouverte avec violence sur les personnes, dégradations et destructions ». Malgré les intimidations, les chantages, 13 des 15 inculpés préparent une défense collective et offensive en liaison avec les autres paysans et militants.

Ce procès sera celui : du programme antinucléaire, de la loi anti-casseurs, d'EDF et des pouvoirs publics. Nous devons préparer dès maintenant et partout ce procès qui doit se retourner contre l'ensemble du programme nucléaire. Nous reviendrons sur la lutte à Braud-Saint-Louis et ses perspectives dans un prochain numéro. ■



Photo A.F.P.

Drôme-Ardèche : la fête et les luttes

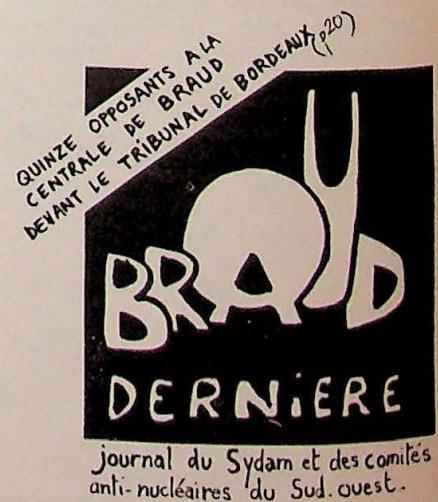
Les problèmes d'emploi sont graves en Drôme-Ardèche. Les Tissages Dreyfus à Barbières sont occupés depuis plus d'un an, et la Boulonnerie Calibrée l'est à Valence depuis six mois. Des dépôts de bilan : Frylène, les chaussures « La Romaine » à Saint-Jean-en-Royans.

Par ailleurs, des entreprises réduisent leurs effectifs : La Bonneterie Cévenole, célèbre pour ses déplacements successifs est maintenant à l'étranger. D'autres réduisent les ho-

raires. Partout les salaires tendent à être bloqués ; Rhône-Poulenc Textiles, Dalami, Saunier Duval, Causon. Ici comme ailleurs, le redéploiement c'est pour le patronat, l'austérité pour les travailleurs. A tout cela vient s'ajouter les problèmes de la sécheresse et des importations abusives pour les agriculteurs.

Toutes ces questions seront au centre de la fête populaire qu'organise la fédération Drôme-Ardèche du PSU, dimanche 3 octobre de 14 heures à 22 heures à la Salle des Fêtes de Valence.

Des débats auront lieu : sur l'emploi, autour des stands, boîtes en lutte (les Lip seront présents), sur l'école, sur le nucléaire, car la Drôme-Ardèche est



au royaume de la sélection...

En France, « tout le monde » passe par l'école, et donc la connaît de l'intérieur : la situation d'élève, les adultes l'ont vécue, les travailleurs comme les autres. Et, plus encore que les autres, les travailleurs se taisent sur l'école ou n'en parlent que lorsqu'ils sont — individuellement — concernés : formation continue (mais combien d'ouvriers y ont droit ?) ou enfants en âge scolaire !

Or, c'est *collectivement* qu'ils sont concernés par l'école, en tant que travailleurs, et non seulement en tant que parents ! Collectivement, car c'est l'école qui les a sélectionnés selon les besoins en force de travail du capitalisme. L'approvisionnement du marché du travail en main-d'œuvre adaptée au niveau des forces productives, et en rapport avec la division sociale du travail (travail manuel/travail intellectuel), c'est l'école qui l'assure.

Dès la fin de l'école maternelle, des structures baptisées pudiquement d'observation, d'attente... mettent à l'écart certains enfants ; les redoublements de l'ancien système, la différenciation d'Haby par niveaux, jouent le même rôle dès l'école primaire. On entre peut-être tous en 6^e, mais pas avec le même passé social et scolaire, pas au même âge, et pas

dans les mêmes filières — même si leur appellation est modifiée ou supprimée ! Bons pour l'apprentissage à 14 ans, soumis au pouvoir direct du patron et à l'exploitation la plus impitoyable, bons pour les CES, les transitions, le CET, et à la sortie, quand le capitalisme est en crise, bons pour le chômage.

qui peuple les CET ?

Il ne suffit pas de dire que les enfants d'ouvriers vont rarement au lycée, exceptionnellement à l'université : c'est la future classe ouvrière qui peuple les CET, les écoles d'apprentissage, etc. Les futurs cadres, les futurs patrons, eux, c'est au lycée, à l'université et dans les grandes écoles qu'ils vont ; ce qui



Photo A.F.P.

veut pas dire, loin de là, que tous les lycéens soient de futurs cadres.

Ce rôle que joue l'école sur le plan économique (fourniture d'une main-d'œuvre diversifiée, y compris les chômeurs) se double donc d'un rôle actif dans la reproduction sociale, c'est-à-dire dans la répartition des classes. Ce rôle est d'autant plus actif qu'elle — l'école — est présentée comme le « correcteur » des injustices ; dans le travail scolaire, on voudrait nous faire croire que tout le monde est à égalité ; l'école est laïque et publique, elle serait donc la même pour tous !

C'est alors qu'on comprend mieux que les travailleurs se taisent et laissent les spécialistes, « les techniciens » en parler ; c'est que l'école « égalitaire » les a placés comme travailleurs et « culpabilisés » ; les « meil-

**L'ÉCOLE
premier rouage
de l'engrenage
capitaliste.**

**contrôle populaire
de la formation.**

Brochure (64 p.) publiée par la
Fédération parisienne du PSU.
En vente : librairie Syros,
9, rue Borromée, 75015 PARIS, 2 F.

La fonction économique et la fonction sociale qu'assume l'école de la bourgeoisie, celle dont on voudrait nous faire croire qu'elle est « notre » école, la même pour tous, hors lutte des classes, s'accompagnant d'une troisième, idéologique celle-là : c'est à l'école (mais aussi en famille, au travail, à l'armée...) qu'on s'habitue à des modes de pensée, à des normes, posés comme naturels et donc indiscutables, qu'on s'imprègne des idées dominantes et qu'on accepte la hiérarchie, la compétition individuelle... Ne faut-il pas voir, dans le silence de la classe ouvrière sur l'école le poids de cette idéologie ?

le débat s'engage

Et pourtant ce silence commence à se rompre. De plus en plus des scolarisés montrent et dénoncent leurs conditions scolaires (« ras-le-bol », « le CET c'est déjà l'usine... ») ; des anciens établissent la relation entre leur emploi ou leur chômage actuel et la formation qu'ils ont reçue (ce n'est pas seulement le patronat, mais aussi l'école qui a été mise au pilori par les apprentis JOC et JOCF en juin). Des syndicats ouvriers comme la CGT et la CFDT ne se contentent plus de quelques textes, mais s'engagent dans l'action : soutien aux luttes des maîtres auxiliaires pour la reconnaissance du droit à l'emploi, opération « écoles-ouvertes »... Et, en Italie, les ouvriers prennent la parole, imposent leurs droits et leur contrôle sur la formation. On voit donc se constituer les conditions d'un véritable débat sur l'école appréhendée comme appareil de l'Etat bourgeois, et donc comme terrain d'intervention et de luttes de la classe ouvrière.

Pour le PSU, désigner l'école comme le « premier rouage de l'engrenage capitaliste » et proposer comme axe central de lutte « le contrôle populaire sur la formation », c'est s'engager dans une telle voie. Relier, par exemple, les problèmes de l'emploi et ceux de la formation, c'est permettre qu'à partir des luttes menées contre l'exploitation capitaliste s'organise la lutte contre l'appareil éducatif ; c'est que ces luttes sont porteuses, en matière de formation, de la prise en charge par les travailleurs de la vie sociale, donc de la construction et de la définition du socialisme autogestionnaire.

Geneviève PETIOT ■

Ce dossier qui est loin d'être exhaustif se veut principalement informatif, et par là susceptible de contribuer à ce débat.



Haby : « Laissez venir à moi les petits enfants ».

Photo A.F.P.

SGEN-CFDT : « interpeller l'école »

Nous avons rencontré Jacques George, secrétaire national adjoint du SGEN-CFDT et lui avons demandé de préciser pour TS les problèmes qui se posent à l'orée de cette année scolaire ; année qui, aux dires de Haby, se présente comme une année charnière. Ont également participé à l'entretien Danielle Hupman, secrétaire académique de Rouen et Roger Tarnaud qui s'occupe des problèmes de l'emploi au sein de la CFDT.

TS : Quelle est l'attitude du SGEN-CFDT face à la rentrée scolaire 76/77, qui doit être la dernière avant l'application de la réforme Haby ?

Jacques George : Deux caractéristiques principales pour cette rentrée.

Le gouvernement se refuse aussi bien à planifier le nombre des postes qu'à négocier un plan d'intégration et de titularisation des maîtres auxiliaires. Sa seule attitude : « casser », c'est-à-dire licencier ceux que lui-même a recrutés.

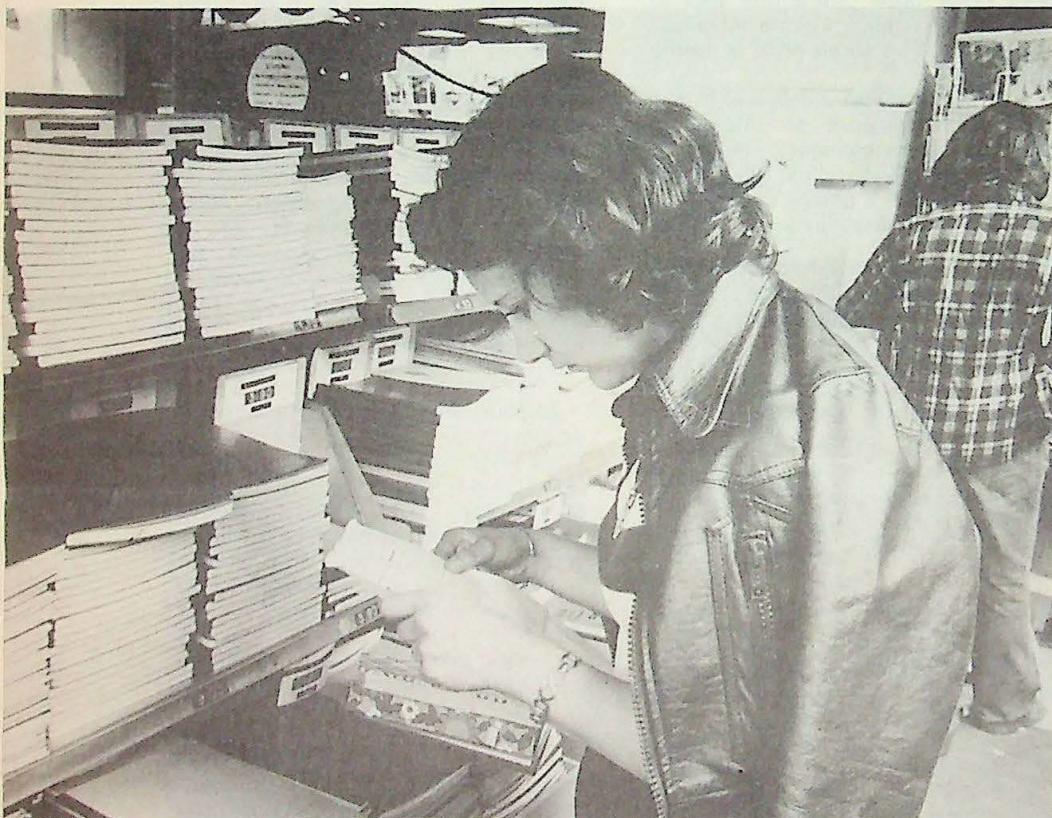


Photo Pascal Lebrun

Premièrement les problèmes spécifiques : ce sont ceux de l'emploi qui apparaissent prioritaires. Le ministère prend allègrement son parti de mettre au chômage près de 10 000 maîtres auxiliaires, tout en affirmant, devant l'opinion publique, que la situation est moins grave que les précédentes années. Haby est décidément un novateur, car c'est le premier ministre de l'Éducation qui ne se bat pas, même par des mots, pour son budget, mais revendique pleinement la politique d'austérité.

En ce qui nous concerne, nous nous apercevons que là où les auxiliaires bougent, leur lutte peut être victorieuse. Un exemple récent : à l'école normale de Melun le nombre des élèves a fortement augmenté, le directeur a demandé la création de dix-sept postes qui, tous, ont été refusés, deux maîtres auxiliaires ayant été nommés à la rentrée ; la lutte s'est engagée. Premier moyen : blocage des notes du concours d'entrée à l'EN. Le problème est donc d'imaginer des formes nouvelles et offensives d'action : blocage, occupation, refus des emplois du temps surchargés, actions avec les parents. Celles-ci peuvent être victorieuses.

Deuxièmement : les problèmes de l'application de la réforme. En fait n'est-elle pas déjà en voie d'application par la bande ? (C'est déjà la « concertation » selon Haby) :

— reprise en main au niveau du rectorat et des académies par la nomination de nouveaux recteurs et inspecteurs régionaux et d'académies ;

— « réforme » INRPD — Ofratème étouffement de toute recherche pédagogique, volonté de normaliser la formation des maîtres, qui correspond de fait à la reconnaissance de l'absence de formation des maîtres. Le nouvel organisme leur distribuera des fiches qu'ils se contenteront de retransmettre ;

— réforme des contenus : il est significatif de noter, que les éditeurs ont pu disposer des programmes pour publier les manuels avant la décision officielle ! La normalisation des manuels (détermination déjà fixée des caractères et des prix) ne risque-t-elle pas à terme d'aboutir à des « manuels officiels » ?

En fait, le terrain est tout préparé pour la réforme, qui ne constitue de fait que la « rationalisation » du

système actuel. Elle ne s'oppose en aucun cas au système actuel.

TS : Sous quelle forme le SGEN pense participer à la prochaine journée du 23 octobre consacrée à l'emploi des jeunes ?

J.G. : Deux journées de grève sur l'emploi sont prévues les 23 et 24 octobre. Elles marqueront les étapes d'une action continue sur l'emploi, les effectifs et la relation avec la formation. Avec la confédération nous engageons également une action en liaison avec le SGPEN-CGT sur les postes et les conditions de travail des personnels administratifs qui, rappelons-le, sont en bas de l'échelle hiérarchique (catégorie C ou B).

Roger Tarnaud : L'opération « école ouverte » que nous engagerons début octobre manifeste une volonté très forte de notre part de faire prendre en charge l'école par les travailleurs. Il s'agira d'opérations-test, d'information et de sensibilisation. Ces opérations que nous appellerons « école ouverte » se dérouleront devant des établissements significatifs dans de nombreux départements. Le but central est que les travailleurs « interpellent l'école ».

TS : Où en sont vos relations avec la FEN, quelles sont les possibilités d'action commune ?

J.G. : Nous avons eu, il y a quelques jours, une rencontre avec le SNES et nous avons convenu de nous revoir. Je veux rappeler ici que pour nous l'unité d'action est toujours un objectif à rechercher avec toutes les organisations qui luttent sur le terrain de la formation, dans le but d'aboutir à une véritable action.

TS : Le congrès national du SGEN ayant lieu l'année prochaine, en fonction de cette échéance quel bilan tirez-vous, a posteriori, du récent congrès confédéral d'Annecy ?

J.G. : Je dois tout d'abord rappeler que la doctrine du SGEN est que les problèmes de l'école sont les problèmes de la confédération dans son ensemble. En ce qui concerne le congrès d'Annecy, les mandats du SGEN se sont partagés sur les différentes contributions. Le SGEN ne se situe pas en bloc « d'un côté ou de l'autre » si cela a une signification à la CFDT. Nous refusons les tendances, nous ne voulons pas d'attitude « à la FEN ». Nous nous déterminons en fonction des problèmes concrets que nous rencontrons.

Propos recueillis par
Stéphane LYLAN
et Geneviève PETIOT ■

une expérience originale : la ville à la campagne

Miribel-Lanchâtre : un petit village de quatre-vingts habitants à vingt-sept kilomètres de Grenoble qui a dû se battre pour le maintien de son école ; une expérience riche en enseignements que nous racontent Maurice Puissat, maire de ce village, paysan-travailleur et conseiller général de son canton, et sa femme Yvonne, institutrice à l'école du village.

TS : Si on remonte au début, à quel moment y a-t-il eu menace de fermeture de l'école ? Et quelle a été la réaction de la population ?

MP : Il faut revenir en 1965, année où fut votée une loi fixant à seize élèves le seuil de fermeture des classes (seuil qui a été abaissé en 1974 à douze élèves) ; loi scandaleuse, car elle accélérerait la mort des villages et l'exode rural. L'inquiétude a grandi, d'autant plus que notre école n'avait que douze élèves à cette époque. Les parents d'élèves se sont réunis, ont décidé de défendre leur école, et pour prévenir sa fermeture, ont élaboré une solution originale qui a d'abord suscité méfiance et scepticisme, aussi bien auprès de l'Académie que du SNI, mais qui a été acceptée par la municipalité de Grenoble. Il s'agissait de faire venir de Grenoble dix à quinze enfants « inadaptés » à l'école, ayant de gros problèmes d'ordre affectif, familial, scolaire et qui ne pouvaient qu'y gagner à changer d'environnement.

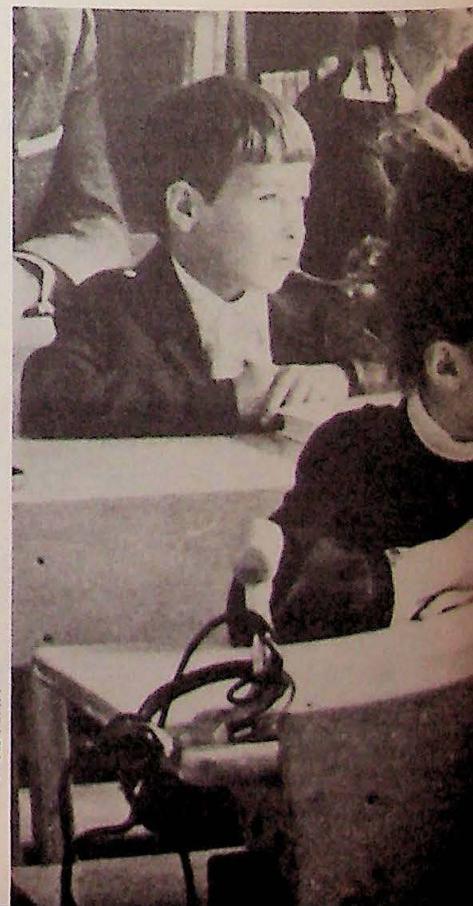


Photo A.F.P.

Au fond, l'idée était simple : pourquoi laisser les écoles rurales se vider et les enfants de la campagne se déplacer vers les villes, en surchargeant des écoles déjà surpeuplées, et non pas, à l'inverse, faire venir des enfants de la ville, inadaptés et déséquilibrés par des conditions déplorable de vie, dans des écoles rurales relativement proches de leur domicile. Ce qui permet en outre de ne pas laisser des bâtiments scolaires inutilisés.

TS : Cette solution est effectivement beaucoup plus humaine et évite la mort du village. Alors, comment expliquer les réticences, sinon l'opposition des autorités académiques à cette proposition ? Et comment s'est fait l'accord avec la municipalité de Grenoble ?

MP : Il n'est pas étonnant que le ministère de l'Éducation nationale soit opposé à ce genre de solution, car c'est contraire à sa politique de « rentabilisation » des équipements scolaires, politiques désastreuse qui accentue la désertification des campagnes. Et pourtant il y a une certaine circulaire datée du 17 juillet 1974 où Poniatowski invitait les préfets à lutter contre la dévitalisation des campagnes!!!! Ce qui est aussi inadmissible, c'est l'attitude du SNI qui a avancé ce drôle d'argument bien fataliste : « de même que les rivières descendent des montagnes vers la plaine, de même les populations et les enfants des régions rurales sont condamnés à aller vers les villes. L'inverse serait absurde » !

Quant à la municipalité (socialiste) de Grenoble, elle a été très intéressée par cette solution. Après plusieurs années d'études en commun, un accord a été conclu en 1970 entre le service des affaires sociales de la ville de Grenoble et la commune de Miribel Lanchâtre, aux termes desquels la ville de Grenoble prenait en charge le transport quotidien de quinze enfants

de la cité Paul Mistral (cité dortoir où sont entassés des milliers de familles populaires), les frais de cantine et les fournitures scolaires ; notre commune se chargeant de son côté d'organiser la cantine, la garde et l'accueil des enfants. En 1970, nous avons enfin obtenu l'aval des autorités académiques qui tolèrent cette expérience, à condition qu'elle reste une exception. Et, en septembre 71, cette expérience s'est réalisée effectivement, et elle dure toujours, pour l'instant.

TS : Quel bilan tirez-vous de cette expérience ? Quelle a été la réaction des enfants de Miribel et de Mistral, et des familles concernées ? Et cette solution a-t-elle permis de revitaliser votre commune ?

MP : Le bilan est largement positif. Les enfants de la cité Mistral, la plupart immigrés, et classés plus ou moins comme associables, caractériels, voire débiles légers, se sont tout de suite très bien adaptés à une classe unique à effectifs réduits (vingt-trois élèves), où l'on s'intéressait à eux, où ils se sentaient acceptés et par la maîtresse et par les enfants du village. Bien plus, ils découvrirent la nature, les vaches, eux qui croyaient en arrivant que le lait était directement fabriqué en usine avec les berlingots ! Bref, ce fut pour eux une leçon de choses permanente. Résultats : des enfants qui ont très vite retrouvé un équilibre (ils sont beaucoup moins violents et instables qu'à Mistral) et qui ont rattrapé le retard qu'ils avaient accumulé... Et ils mangent bien dans une cantine d'ambiance familiale, ce qui est important pour eux, souvent mal nourris.

Quant aux familles, elles ont été étroitement associées à l'expérience. Plusieurs fois dans l'année, les parents montent avec leurs enfants à Miribel, participant aux réunions de bilan, dans une ambiance décontractée, où l'on partage le pique-nique et où l'on échange avis et impres-



sions. Presque tous les parents (immigrés) participent à ces réunions, eux qui se sentent dans la pratique toujours exclus des réunions de parents d'élèves.

Cette expérience a enfin été très bénéfique pour le village lui-même. Si l'école avait fermé, cela aurait été la mort certaine du village (en 1971, il n'y avait plus que quatre élèves). Plusieurs jeunes ménages viennent s'installer à Miribel et les habitants n'envisagent plus de partir. Au point que d'ici un ou deux ans nous espérons bien pouvoir ouvrir une seconde classe (donc en gardant les enfants de Mistral). Cela prouve bien le rôle capital d'une école en milieu rural. Une école qui ferme, c'est un village qui meurt...

TS : Tout cela est très bien. Mais ne peut-on pas vous reprocher d'avoir trouvé une solution isolée et exceptionnelle ?

MP : Attention ! d'une part, nous nous battons pour que cette solution soit étendue lorsque c'est possible. Et, s'il y avait vraiment une volonté d'éviter la fermeture des écoles rurales, on pourrait appliquer cette formule plus souvent qu'on ne le croit.

D'autre part, cette lutte s'inscrit dans le cadre du Comité de défense des écoles de Trièves, Comité qui a été formé en juillet 1974, au moment où nous avons appris que cinq écoles devaient être fermées dans les trois cantons de cette région du Trièves dont nous faisons partie. Aussitôt la population s'est mobilisée contre la fermeture de ces écoles et un Comité s'est formé, composé des parents du SNI, des élus locaux (maires et conseillers généraux) des animateurs de Comité d'expansion du Trièves. Au point qu'à la rentrée 74, la population ouvrit deux classes sauvages pendant un mois, restant en permanence mobilisée et vigilante, ce qui obligea l'administration à officialiser ces deux classes et à nommer deux instituteurs.

Ce qui montre bien que la fermeture des écoles rurales n'est pas une fatalité, à condition de créer un rapport de forces favorable. On a, par ailleurs, constaté que les communes où l'école a été maintenue ou réouverte sont revitalisées et ont arrêté leur déclin. La lutte contre les fermetures d'écoles est en fait une lutte économique et politique et non pas une lutte « de clocher ».

Propos recueillis
par Jo BRIANT ■

universités : sortie du ghetto

Aussitôt éteintes les rumeurs suscitées par le mouvement étudiant, l'Université est retournée à son ghetto. On sait que les uns et les autres se sont préoccupés de cette soudaine poussée de fièvre. En particulier pour d'aucuns qui voyaient là l'occasion de renflouer des appareils en perte de vitesse et de se donner l'illusion d'un rôle politique, qu'à l'évidence ils n'avaient point. D'autres en revanche y soupçonnaient une épine qu'il était préférable de ne pas toucher de peur que la plaie ne s'infecte. Pour les étudiants du PSU, engagés dans le MAS, cela a été l'occasion de vérifier qu'autre chose était possible ; mais l'apprentissage a été dur : des erreurs — qu'on ne peut pas nier — ont permis de mesurer les tâches qu'il reste à accomplir.

La réforme du second cycle n'a été qu'un cautère sur une jambe de bois. En effet, le gouvernement ne peut qu'institutionnaliser le fonctionnement actuel de l'Université et limiter le nombre des étudiants. Il ne peut pas affronter de face les problèmes de l'inadéquation entre formation et emploi, dépendant qu'il est d'un patronat incapable de prévoir ses besoins, même à court terme, ayant, par ailleurs, une marge de manœuvre politique trop restreinte pour réduire massivement le nombre d'étudiants et d'enseignants.

Dans cette situation les étudiants ne peuvent qu'hésiter entre un refus du ghetto et une peur de la confrontation avec la réalité sociale extérieure à l'Université. Hésitation traduite par la double revendication du droit à l'emploi au niveau de qualification acquis et du refus de la professionnalisation. D'où des ambiguïtés, renforcées par l'utilisation de

ces sentiments contradictoires par des organisations comme la LCR qui y voyaient une illustration de leurs thèses politiques. En effet, si l'on reprend sans discernement et de façon quelque peu démagogique l'ensemble des aspirations étudiantes, il ne sert à rien d'essayer d'élaborer des revendications précises et de contraindre le gouvernement à négocier. On peut seulement animer un mouvement sans lui offrir des perspectives autres que la construction du parti révolutionnaire, en attribuant les impasses et les échecs au refus des « autres » (les organisations réformistes) de s'engager plus avant. Personne n'a vraiment su s'affronter au problème que posaient les étudiants et proposer des réponses crédibles. Pour notre part, nous y avons vu la confirmation de la nécessité d'une intervention prioritairement syndicale à l'Université. Cela veut dire prendre en compte



les problèmes quotidiens des étudiants ; conditions de vie et d'études, débouchés professionnels, vie culturelle, etc.

refuser la démagogie

Si le problème de l'Université pose effectivement le double problème d'une formation professionnelle qualifiée et d'un lieu de diffusion de la « culture », les étudiants sont nécessairement tiraillés entre des aspirations contradictoires. Il ne peut donc y avoir d'issue sans un changement profond des rapports entre emploi et formation, sans une mise en cause des ambiguïtés véhiculées par la notion de « qualification », sans briser le ghetto culturel qu'est actuellement l'Université. Or, cela ne peut reposer que sur une intervention conjointe des étudiants et des travailleurs sur l'Université. *Intervention* et non critique

la rentrée du MAS

Le MAS a tenu mercredi 15 septembre, une conférence de presse de rentrée où il a développé quatre axes qu'il juge prioritaires :

1° **Sur les examens** : 70 000 étudiants environ subissent actuellement leurs examens. Le MAS demande la création d'une « Commission nationale d'enquête » pour contrôler les conditions de passage des examens et exige que les diplômés gardent leur valeur nationale.

2° **Sur les conditions de vie** : le MAS exige une allocation chômage égale au SMIC pour tous les jeunes à la recherche d'un premier emploi et renouvelle sa proposition de « salaire étudiant » pour palier les différentes hausses, notamment celles des droits d'inscription.

3° **Droit syndical** : le MAS propose que soit reconsidéré la loi de 1884 sur le droit syndical afin que ce dernier soit reconnu « aux jeunes en situation de formation », ce qui ferait des syndicats étudiants des syndicats à part entière et non seulement des associations régies par la loi de 1901.

4° **Les IUT** : le MAS invite les étudiants en IUT à lutter contre le démantèlement dont sont menacés ces filières et souligne que le patronat est incapable de prévoir ses besoins en matière de formation.

Il a enfin évoqué l'éventualité d'une adhésion au MAS des militants étudiants de la LCR en soulignant les profondes divergences de pratique et en expliquant qu'aucune adhésion de militants de cette organisation ne serait acceptée avant son conseil national d'octobre. ■

idéologique, intervention *conjointe sur l'Université*, et non coordination mythique des luttes. Cela veut dire, en clair, que la possibilité d'un syndicalisme étudiant de masse se fera au prix du refus de toute démagogie, au prix d'une dénonciation des pratiques qui, tout en se réclamant de la lutte contre l'Université bourgeoise, contribuent à faire des étudiants une avant-garde ou un élément en tant que tel de l'avant-garde, renforçant le ghetto au lieu de le détruire. Elaborer

des propositions claires et compréhensibles, disposer d'une stratégie crédible, c'est-à-dire de réponses effectives, traduisibles en luttes et en succès, telle est la voie sur laquelle le MAS semble s'engager, rompant ainsi avec les traditions étudiantes de l'après 68. Pour notre part, nous nous en félicitons. Mais sachons aussi entendre les exigences que cela comporte, et les tâches qui nous sont dès lors assignées. Si le socialisme autogestionnaire n'est pas un vain mot, une nouvelle mouture du communisme lointain, du paradis terrestre ou de la terre promise, s'il s'ancre effectivement dans les luttes d'aujourd'hui, il nous faut faire des propositions offrant un débouché politique aux luttes sociales. A cet égard, les partis politiques sont souvent à côté de leurs responsabilités, se contentant de soutenir ou d'appuyer les luttes sans ouvrir les perspectives par lesquelles elles pourront engager une transformation sociale.

« crise d'hégémonie »

Parler de la nécessité d'une période de double pouvoir, de dépérissement de l'Etat ne suffit pas si l'on ne sait pas indiquer comment on peut développer les contradictions d'une institution. Parler de destruction de l'école implique de montrer quel système de formation différent peut être mis en place, à partir de quoi et par qui. Enfin, notre responsabilité est aussi, pour autant que nous nous voulons un intellectuel collectif, d'arriver à forger un bloc social et politique (stratégie d'unité populaire) ; aujourd'hui, la bourgeoisie traverse une « crise d'hégémonie » profonde, et sa culture, qui hier se voulait universelle, se mord la queue dans le cercle fermé des rites universitaires. Faire sortir les étudiants du ghetto, cela veut aussi dire affronter le problème d'une nouvelle culture, qui ne surgira pas de rien, mais qui ne sera pas non plus, le fruit de la perspective de démocratisation d'un acquis. Là encore ce n'est que conjointement qu'étudiants, travailleurs et enseignants trouveront les modalités d'un nouveau consensus culturel capable de réussir ce que mai 68 a esquissé et d'éviter qu'à l'occasion la bourgeoisie ne retrouve une assise en jouant sur la peur. On sait, maintenant, que cette hypothèse n'est pas une hypothèse d'école, et que Chirac avait été d'autant plus favorable à des élections anticipées au printemps que le hiatus entre les étudiants et le reste de la population lui aurait permis d'agiter à nouveau l'épouvantail du désordre.

quelles réponses ?

Assumer ces exigences politiques veut dire qu'il faut que nous nous organisions pour définir effectivement un lieu de confrontation des militants autogestionnaires présents dans les luttes et un lieu d'élaboration collective. Cela veut dire aussi qu'il nous faut développer les réponses du socialisme autogestionnaire, et en faire un projet de société crédible et mobilisateur. Sans doute, la situation actuelle de l'Université permet de se



rendre compte de ces tâches plus clairement : la contradiction qui la mise, sa situation même de marginalité permettent de mesurer ces enjeux mieux que dans des luttes où l'affrontement de classe est plus immédiat. Mais la prise en charge dès aujourd'hui de ces questions est indispensable au succès de demain. Aussi, devant les problèmes de cette rentrée, la suppression de nombreux postes d'assistants (droit et sciences-économique), la menace d'étouffement budgétaire qui pèse sur de nombreuses universités (Amiens, Nanterre), les menaces de non-habilitation des examens (Jussieu), l'aggravation des conditions de vie des personnels (enseignants, étudiants), le renforcement de l'autoritarisme et des pouvoirs du ministère et des rectorats, des choix seront à faire. Il n'est plus question de faire durer les ambiguïtés, de réclamer le droit à l'emploi sans chercher les modalités concrètes pour contraindre le patronat à assurer un tel droit, de refuser toute ouverture de l'université

sur l'extérieur (comme si parfois celle-ci était un îlot de socialisme dans une société capitaliste).

Ceux qui lutteront clairement, dans la perspective d'une alternative au système actuel de formation sans concessions envers les privilèges qu'ils peuvent ainsi léser et en refusant de jouer le jeu du droit à la promotion sociale par le diplôme, mais en essayant d'affirmer des nouveaux droits pour étudiants et travailleurs tant en ce qui concerne la formation que l'emploi, ceux-là trouveront le PSU à leur côté. Quant aux autres, qui pour de mauvais calculs électoraux ou au nom d'un purisme révolutionnaire (qui n'est souvent que le déguisement d'une frustration sociale) seront amenés à jouer encore la confusion, voire la démagogie et le développement des appareils, nous ouvrirons avec eux le débat, essentiel pour la gauche sur ces questions ; mais nous les combattons aussi, s'il le faut.

Joël ROMAN ■

PUBLICITÉ

LILIANE LURÇAT

**LA MATERNELLE:
UNE ÉCOLE DIFFÉRENTE?**

L'auteur, collaboratrice d'Henri Wallon pendant 10 ans, se situe dans le courant qui attribue à l'école la causalité des échecs, contre ceux qui rendent responsables l'enfant et sa famille. Elle défend, dans cet ouvrage, le droit à l'acquisition des connaissances fondamentales dès la maternelle.

160 p. 25 F

LILIANE LURÇAT

**L'ÉCHEC
ET LE
DÉSINTÉRÊT SCOLAIRE
À L'ÉCOLE PRIMAIRE**

Le désintérêt des enfants pour l'école, leur échec, préoccupent également maîtres et parents. A quoi attribuer ces échecs et ce désintérêt? Comment y remédier? Tel est l'objet de ce livre.

144 p. 28 F

Editions du CERF

J.P. GILLY et M. DOMENC

**LES I.U.T.
OUVERTURE
ET IDÉOLOGIE**

Quelle formation reçoivent les élèves des I.U.T. et comment cette formation les conduit-elle à s'intégrer dans le système capitaliste ou à le contester?

sous presse

P. VIVERET

**ATTENTION!
ILLICH**

On a beaucoup parlé d'Illich mais on le connaît finalement peu. Dans son livre, P. Viveret montre à la fois, ce qu'il y a de contestable et de positif chez l'auteur d'une « Société sans École ».

128 p. 20 F

et pourtant elle tourne...

Suède : la fin d'un règne

Les élections du 19 septembre 1976 ont donc mis fin au règne de la social-démocratie qui gouvernait la Suède depuis 44 ans. L'ex-opposition dite bourgeoise se composant des modérés (conservateurs), des libéraux (Parti du peuple) et surtout du Centre dirigé par Thornbjörn Fälldin a triomphé de la gauche : SAP d'Olof Palme et VKP (gauche communiste) de Lars Werner.

Comme l'explique l'organe de la gauche socialiste norvégienne, *Les Temps modernes* (Ny Tid), la querelle du nucléaire a été décisive : la réalisation du projet social-démocrate pour l'année 76-77 réclamait un milliard de couronnes au moment précis où le gouvernement allait réduire le budget des affaires sociales. Seul le VKP avait soutenu l'idée d'un référendum exigé par l'extrême gauche et le mouvement écologique des pays scandinaves (15 000 participants à la rencontre de Bärseback cet été), mais les communistes espéraient, par ce biais, décrier les tensions internes qui les divisent sur ce point. A droite, le centre a fait du nucléaire un cheval de bataille électoral contre la social-démocratie mais refusait la consultation populaire pour des raisons tactiques tout en se déclarant opposé à la constitution d'un programme commun du gouvernement bourgeois si modérés et libéraux ne reviennent pas explicitement sur leurs positions favorables au développement des centrales.

la corde anti-étatique

Il semble cependant que le résultat (50,7 % à la droite contre 47,7 %) soit dû dans une plus grande mesure à l'impact négatif des propositions formulées par l'économiste Rudolf Meidner (avec le soutien à vrai dire tiède de Palme) qui ont permis à une droite, cette fois unanime, de faire vibrer la corde anti-étatique des couches moyennes et de la paysannerie. Il s'agissait, en effet, de reconverter 20 % des bénéfices de l'industrie (entreprises de plus de cinquante ouvriers) en fonds d'actions salariales gérés par les organisations syndicales dès que la participation ouvrière aurait dépassé le cinquième du capital. En l'absence d'un parti ouvrier fort — le VKP se démarque difficilement des sociaux-démocrates bien que la récente scission et les tiraillements entre une aile de stricte obédience et un courant européocentriste représente un réel problème pour la direction — l'extrême gauche, très divisée, aura seule tenté de proposer une réelle alternative ; mais sans succès, vu son implantation encore faible.

Elle a mis l'accent sur les restrictions nouvelles du droit de grève, l'administration sectaire et magouilleuse du syndicat LO par les fonction-

naires sociaux-démocrates, l'absence de démocratie à la base. Les diverses organisations ont souligné la nécessité impérieuse d'une restructuration du mouvement ouvrier sur des bases révolutionnaires et anti-bureaucratiques face aux risques d'avènement d'une ligne dure dans le camp de la bourgeoisie, qui ferait alors

payer en temps de crise aux travailleurs les difficultés causées par une inflation encore limitée (10 % en 1975), mais croissante.

Si l'on met de côté le SPK dont la ligne correspond à celle de HR en France, le KAF (Section française de la 4^e internationale) et le FK (Alliance communiste) se sont opposés comme on peut le lire dans leur presse respective (*Internationale* et *Combat ouvrier*) sur les élections. Pour le FK, la politique réformiste du VKP n'exclut pas une ligne de classe qui s'est manifestée précisément à partir du Parlement lors des dernières grèves. Il fallait à tout prix garantir sa présence au Parlement, la loi voulant que les partis dont le score électoral est inférieur à 4 % n'aient pas de députés et voter VKP (on notera que le VKP a obtenu malgré certaines pertes 4,7 %

des voix). Le KAF pensant que le VKP, même s'il ne capitule pas devant la politique collaborationniste du SAP, n'est plus identifié par l'ensemble de la classe ouvrière comme l'alternative dont elle a besoin, présentant des candidats dans toutes les circonscriptions.

On peut dans tous les cas douter de la cohésion future du gouvernement bourgeois. Cependant, il y a fort à parier qu'on ne touchera pas à l'essentiel du « modèle » suédois qui sera, au contraire, récupéré par les nouveaux dirigeants. Le PSU, pour sa part, laissera à Michel Rocard le soin de déterminer si un système, dont il a en son temps vanté les mérites, reste socialiste et autogestionnaire sous un gouvernement bourgeois.

Michel LINKS ■



Torbjörn FÄLLDIN, leader du parti du centre, votant dans le nord de la Suède.

Espagne : la « droite » entre en scène

Voilà des mois que toutes les forces de l'opposition, qui s'étaient constituées sous Franco, multiplient les déclarations, tiennent le devant de la scène, tissent ou dévident les fils du post-franquisme. La droite franquiste — le « bunker » — accrochée aux institutions, se taisait. La droite non franquiste, pour partie dans le gouvernement d'Adolfo Suarez, pour partie dans « l'ailleurs » d'un champ politique d'une extrême mouvance, gardent également le silence. Elle vient de le rompre. Du coup, on la sait désunie.

Les deux dernières semaines de la vie politique en Espagne auront été marquées par trois événements, dont la portée par rapport à la période constituante — ouverte depuis la formation du second gouvernement de Juan Carlos — sont considérables.

L'armée, officiellement consultée, se prononce pour la réforme proposée par le gouvernement, qui tend à contrôler pas à pas les effets d'une démocratisation octroyée, Référendum d'abord ? Peut-être. Elections d'abord ? Cela se discute. Mais en tout état de cause, c'est le gouvernement actuel qui restera maître à bord. Ce qui veut dire que les gouverneurs des régions pourront procéder à toutes les manipulations, et garantiront les résultats du scrutin.

L'ensemble de l'opposition, réunie pour l'essentiel dans la « Coopération démocratique », un moment partagée entre l'envie de négocier dans le secret des cabinets ministériels et la bataille ouverte et publique pour la « rupture démocratique », se prononce maintenant pour la deuxième solution.

La nouvelle droite, très présente au sein du gouvernement Arias Navarro, avait depuis l'installation du nouveau gouvernement gardé le silence. Elle vient de le rompre. De manière tonitruante.

Dans une interview fracassante, parue dans *Cambio 16*, José Maria de Areilza, Comte de Motrico, ministre des Affaires étrangères du gouver-

nement de Arias Navarro, que toutes les chancelleries avaient donné comme le nouveau président probable du second gouvernement de Juan Carlos, se déclare pour la négociation avec l'opposition, et la rupture totale avec les pratiques institutionnelles du régime franquiste. Il ne s'en tient pas là. Dans la même interview il s'attaque aux puissances économiques en place, dont il redoute qu'elles cherchent à reproduire les solutions qui avaient eu cours en 1960. « Leur formule, dit-il, est de revenir aux plans de développement technocratiques des années 60, avec les mêmes langages, et les mêmes experts ». Et d'insister sur la nécessité de rompre avec le secret qui entourait les affaires économiques pendant toute l'époque franquiste ; et de lancer le bouchon encore plus loin, en précisant qu'il fallait engager la lutte contre toutes les pratiques de corruption qui n'avaient que trop sévi. Le lecteur espagnol le moins averti, se souvenant de l'affaire Matesa, a parfaitement compris qui Areilza visait : le bunker, assurément, mais aussi et probablement surtout, l'Opus Dei.

Quelles assurances Areilza avait-il reçu, et pour qui parlait-il ? On a cru un court moment que Fraga Iribarne, ancien ministre de l'Intérieur, qu'il avait vu quelques jours avant, partageait ces opinions.

Le démenti est vite venu. L'Opus Dei, tenu à l'écart depuis quelques années, a décidé de frapper

un grand coup. Les banques qui lui appartiennent ou lui sont liées, auraient mis à la disposition d'un groupe, dont les leaders avoués sont Fraga Iribarne et Laureano Lopez Rodo, ancien ministre du Plan et des Affaires étrangères, actuellement ambassadeur en Autriche, environ 140 millions de nos francs, pour préparer les prochaines élections.

la démocratie chrétienne en jeu

En fait, la droite cherche à occuper la place qu'on accordait généralement à la démocratie chrétienne, dans le cadre des futures élections.

L'autorité nationale et internationale de Ruiz Gimenez, dont la formation est non seulement reconnue, mais aidée par la démocratie chrétienne européenne, ne cessait de se renforcer. Or Ruiz Gimenez a, jusqu'ici, maintenu sa participation à la Coopération démocratique, et entretient un dialogue constant avec l'ensemble des forces qui la composent, dont le PCE et le PSOE ne sont pas les moindres, mais où l'extrême gauche avec l'ORT et le PTE est loin de jouer un rôle négligeable.

C'est cette alliance que la droite dite modérée cherche à briser. D'où le rôle attribué, dans le nouveau groupe Fraga-Rodo, à l'actuel vice-président du gouvernement Alfonso Osorio, leader de la démocratie chrétienne « collaborationniste ».

Entre le caetanisme et le libéralisme avancée à la Giscard d'Estaing, la droite espagnole hésite. Le gouvernement Suarez tout autant.

La gauche politique et syndicale, quant à elle, marque en ce moment le pas. Pas pour longtemps espérons-le.

Marc ECHEVERRY ■

Portugal : « compromis historique » dans l'armée ?

Il y a tout juste un an, le général Vasco Gonçalves quittait la scène politique portugaise. Une page de l'histoire de la « révolution des œillets » était tournée, qui concrétisait l'échec de la stratégie du PCP. Le coup de force militaire du 25 novembre 1975 est apparu, aux yeux de bon nombre d'observateurs, comme une suite logique de la mise en échec de la voie révolutionnaire promulguée par l'avant-garde du Mouvement des forces armées (MFA). La déroute de l'extrême gauche militaire et civile et l'apparition au sommet de la hiérarchie militaire d'officiers plus « professionnels » que « politiques » ont certainement contribué à jeter la confusion dans les esprits.

En fait, aujourd'hui, à la lumière de la crise qui a traversé le corps de l'armée portugaise au mois d'août dernier, le coup des forces militaires du 25 novembre 1975 ne semble pas s'inscrire comme un tournant à droite de la révolution portugaise, mais bien plutôt comme une nouvelle alternative politique : celle du compromis historique.

L'originalité de l'expérience portugaise étant « la recherche du compromis à partir de l'appareil militaire, en l'absence d'une unité possible entre les différents courants politiques formant l'ensemble des forces de gauche de ce pays », on assiste à l'émergence d'une nouvelle alternative politique.

des Neuf au Dix-sept

Il semble bon de revenir quel que peu sur la crise de l'année passée. C'est en effet le 7 août 1975 que neuf conseillers de la révolution : Vasco Lourenço, Canto e Castro, Victor Crespo, Costa Neves, Melo Antunes (auteur du document politique), Victor Alves, Francisco Charais, Pezandat Correia et Sousa e Castro, remettaient entre les mains du président de la République, le général Costa Gomes, et du commandant du COPCON, le général Otelo de Carvalho, un document politique qui refusait formellement la voie prise par le Premier ministre, le général Vasco Gonçalves, soutenu par le PCP.

Les neuf signataires de ce document avaient tous été à l'origine de la formation du MFA. Dans leur entreprise, ils reçurent l'appui tacite d'un autre membre du Conseil de la révolution, le capitaine Marquês Junior, qui demeura longtemps un des bras droit d'Otelo et d'un groupe de militaires jugés plus techniciens que politiques, tout en demeurant fidèlement attachés aux principes inscrits dans la charte du MFA. Le « groupe des Dix-sept », comme on l'appelle, comprenait Ramalho Eanes, Garcia dos Santos, Rocha Vieira, Loureiro dos Santos, Costa Bras, Salgueiro Maia, Aventino Tugeira, Mario Aguiraz, Fischer Lopès Pires, Parentès, To-

mais Rosa, Aurelio Trinidades, Lopès Camilo, Niveiro Lousada, Sousa Afonso, Rebelo Gonçalves et Castro Alvès. Une dix-huitième personne vint rapidement se joindre au groupe : le major Gordalina.

L'initiative du groupe des Neuf, appuyée par les Dix-sept eût pour première conséquence de couper court aux agitations entretenues dans certaines casernes par des officiers « opérationnels » très liés à l'extrême droite. En effet, depuis juin 1975, des comités de défense de la liberté (CDL) s'étaient créés, travaillant en liaison avec le MDLP de Spínola et l'ELP du commandant Calvaro. Deux ultimatums furent envoyés aux membres du Conseil de la révolution en août et le 10 septembre 1975.

La négociation qui fut menée entre le groupe des Neuf et les officiers du COPCON (qui a leur tour avaient publié un document) échoua. Le gouvernement présidé par le général Carlos Fabiao ne vit donc pas le jour. Toute la lumière n'a pas encore été

Après le MFA dans la rue...

faite sur les raisons de l'échec de cette négociation. On peut supposer, cependant, que les pressions de la droite militaire (rangée derrière les Neuf) furent assez fortes pour mettre en échec tout accord. On peut, également, penser que les Neuf aient simplement voulu rallier à leur cause le général Otelo de Carvalho, le coupant ainsi d'une extrême gauche jugée quelque peu « délirante ».

L'échec de la négociation entre les Neuf et le COPCON pesa dangereusement sur la situation portugaise. Tandis que l'extrême gauche, appuyée par le PCP, tentait vainement de renverser le VI^e Gouvernement provisoire présidé par l'amiral Pinheiro de Azevedo, les Neuf apparaissaient de plus en plus isolés et prisonniers d'une droite militaire et civile qui souhaitait l'épreuve de force.

Eanes pare-feux face à la droite

C'est en prévision d'une aventure putschiste que le groupe des Neuf se dota d'une structure militaire capable de maîtriser la situation en cas de coup dur. Ainsi, le « groupe des Dix-sept » trouvait une vocation décisive. A la tête de ce qui s'appelle le FMU (Front militaire uni) on devait trouver Ramalho Eanes, Loureiro dos Santos, Rocha Vieira, et au niveau du groupe des Neuf Canto e Castro et Sousa e Castro. Le commandement opérationnel du FMU s'installa à Amadora, dans la banlieue de Lisbonne, dans la caserne des commandos du colonel Jaime Neves.

Et lorsque la révolte des parachutistes éclata à Tancos, les officiers de droite et d'extrême droite accoururent à Amadora pour prendre du service. Ils furent rapidement éconduits par Ramalho Eanes en personne, certains même menacés de prison (1). Lorsque le colonel Jaime Neves menaçait de raser les sièges du PCP, Ramalho Eanes eut ce mot : « On ne tire pas sur un oiseau à terre ! »

Au matin du 26 novembre 1975, la

situation militaire était entièrement contrôlée par Eanes. Le groupe des Neuf pouvait donc entrer en scène : ce sera le fameux discours télévisé du major Melo Antunes réaffirmant les grandes lignes du programme du MFA, tout en souhaitant une alliance du PS et du PC.

Ce discours fera l'effet d'une douche froide pour les trois partis (PS, PPD, CDS) qui souhaitaient le retour des militaires dans les casernes. La droite militaire, quant à elle, se sentit flouée d'une victoire et devait entreprendre un large travail de sape pour isoler le groupe des Neuf du groupe des Dix-sept. Des gages lui furent donnés : épuration de l'armée des éléments d'extrême gauche, arrestation de Otelo et, surtout, une nouvelle vocation pour les forces armées avec la priorité aux unités professionnelles.

Sur le plan politique, cependant, l'orientation de gauche voulue par le groupe des Neuf sera maintenue. La Constitution est votée par les députés et tous les partis se sont engagés à la respecter. Or, cette Constitution figure parmi les plus progressistes de l'Europe.

Les élections législatives du 25 avril 1976 confirmaient la tendance puisque, mathématiquement, le PC et le PS détiennent la majorité. Mais toute alliance entre ces deux partis demeure impossible. Aussi, dans la crainte d'une nouvelle crise politique pratiquement inévitable, puisque le PS souhaite gouverner seul sans avoir la majorité à l'Assemblée républicaine, le groupe des Neuf renforcera ses pouvoirs politiques. Tout d'abord, le major Melo Antunes deviendra, après l'élection présidentielle, président du Comité constitutionnel, chargé de veiller au bon respect de la Constitution. En second lieu, le Conseil de la révolution deviendra un organe consultatif pour le président de la République.

L'élection présidentielle sera d'ailleurs un sérieux test pour le groupe des Neuf. D'une part, en raison de la multiplicité des candidatures militaires (Eanes, Azevedo et



Photo A.F.P.

Otelo) et d'autre part parce que la droite et le PS cherchent à s'accaparer le candidat Eanes, dans le seul dessein de faire rentrer définitivement les militaires dans les casernes. Or, le fait que le soutien à la candidature Eanes provoque quelques remous au PS — le faible score obtenu par le candidat du PCP Octovio Pato et le bon score réalisé par Otelo renforçant l'analyse du groupe des Neuf — une alternative politique de gauche émanant des partis est pour l'heure impossible au Portugal, en raison de l'attitude stalinienne du PCP et des tendances social-démocrates du PS.

D'ailleurs, au lendemain de son élection, le général Ramalho Eanes remettra la pendule à l'heure. Il a été élu pour appliquer la Constitution et conduire le Portugal vers le socialisme. C'est dans ce sens que Mario Soarès est choisi comme Premier ministre, puisqu'il est le leader du premier parti portugais : le parti socialiste.

Il n'est donc par étonnant qu'au début du mois d'août, la presse de droite lance quelques attaques contre Eanes, l'accusant d'avoir « trahi » ses électeurs.

Eanes consolide Antunes

L'arrivée des socialistes au pouvoir est jugée avec réserve par le groupe des Neuf. Aucune personnalité de ce groupe n'a — c'est la première fois — des responsabilités gouvernementales. Un seul membre du « groupe des Dix-sept », le commandant Costa Bras, accepte un poste ministériel : l'administration interne.

D'ailleurs, ce gouvernement ne rassure pas les militaires de gauche. Le dosage subtil entrepris par Soarès favorise largement le courant le plus à droite du PS. C'est donc chercher appui, au niveau de l'Assemblée républicaine, auprès du PPD. Les orientations économiques n'apparaissent pas très clairement : l'adhésion au Marché commun semble davantage faire partie d'une tactique politique que d'un choix économique clair. Le Portugal n'est-il pas la réserve de main-d'œuvre de la RFA et de la France ? Comment faire appel à l'investissement étranger sans remettre en cause les acquis politiques de la révolution inscrits dans la Constitution ? Les aides financières de la CEE et des Etats-Unis ne sont-elles pas allées en priorité dans le secteur de la consommation, alimentant ainsi l'inflation, au détriment de l'investissement créateur d'emplois ?

La présence du major Victor Alvès à la conférence des pays non alignés à Colombo, à la fin d'août, indique bien que le groupe des Neuf ne partage pas du tout les orientations politiques défendues par le PS. C'est dans cet esprit qu'est établi, avec un groupe de techniciens américains et des membres du GIS (Groupe intervention socialiste) un document économique (chiffré) qui s'oriente vers la phase suivante : « Etant donné l'importance du secteur nationalisé, il faut investir, en priorité, dans le secteur public, lequel devient ainsi le

moteur de l'économie, entraînant dans son sillage un secteur privé bien délimité. Le Portugal prend la voie du capitalisme d'Etat et, dans trois ans, repose le problème de la transition vers le socialisme ». Une telle politique aurait pour effet de constituer l'union des partis de gauche, tout en évitant une flambée sociale. On voit mal, en l'état actuel, le PS favoriser un tel projet.

Aussi, dans la perspective d'une nouvelle crise politique, le groupe des Neuf a voulu se doter de moyens capables, le moment venu, d'imposer une solution. Ce coup de force « en blanc » s'est situé au mois d'août et a, une fois encore, montré toute la solidarité des liens unissant les Neuf et les Dix-sept.

Sur le plan politique les Neuf ont renforcé leur position au sein du

la ligne « gorçalviste » ; région Sud, le colonel Baptista Bevirao. En troisième lieu, deux personnalités de droite ont été écartées de Lisbonne : le général Galvao de Figueiredo, qui s'était illustré en faisant visiter à l'ambassadeur américain Franck Carlucci la base de l'OTAN de Santa Margarida (sans l'avis du Conseil de la révolution) devient ministre de la République des Açores. Il est remplacé au poste de vice-chef d'état-major de l'armée de terre par le général Melo Egidio (proche des Neuf). Le brigadier Duarte Silva, ancien directeur de l'armée de Cavalevio, devient quant à lui, commandant militaire de Madeire.

Deux postes importants restent à pourvoir : celui de vice-chef d'état-major général des forces armées (cumulé par Eanes actuellement) et

proche de la ligne spinoliste a quitté son poste pour protester contre le voyage aux Etats-Unis du chef d'état-major de la marine, l'amiral Sotto Cruz. Un voyage d'affaires a-t-on dit à Lisbonne !...

Deux abscons restent cependant à vider.

Le premier concerne l'aviation dont l'hostilité à la nomination du général Vasco Lourenço s'est manifestée de façon bruyante, au point que la mise à la retraite du chef d'état-major, le général Morais e Silva, a été envisagée.

Le second concerne la région militaire Nord. Avec le retour du général Noves Cardoso — proche de Eanes — à la tête de la police (PSP), un réseau terroriste d'extrême droite a été démantelé à Porto. Le chef de la police de cette ville, des militaires membres du MDLP, des industriels du Nord, des membres du PPD et du CDS ont été arrêtés. Or, tout porte à croire que la filière de ce réseau remonte au commandant de la région Nord : le général Pires Veloso, dont la nomination, l'an passé, fut soutenue par les socialistes. Malgré un grave accident d'hélicoptère Pires Veloso est resté à son poste. Les visites entreprises la semaine passée à Porto par Eanes et Antunes, prouvent qu'une solution est recherchée pour le contrôle de la région la plus réactionnaire du Portugal.

Ainsi donc, le compromis esquissé l'été dernier entre une aile gauche du MFA et des militaires professionnels démocrates semble aujourd'hui se poursuivre et offrir une certaine alternative. C'est de ce même compromis qu'est né le coup d'Etat du 25 avril 1974.

Alain ECHEGUT ■



...et Vasco Gonçalves au pouvoir...

Conseil de la révolution et détiennent la majorité. Les généraux Pinho Freine et Pires Veloso ont été écartés au profit du colonel Garcia dos Santos, du « groupe des Dix-sept » (contre l'avis des unités du Nord et de l'aviation qui préféraient un homme de droite, le brigadier Carlos Azevedo, ancien commandant militaire de Madeire) et du lieutenant-colonel Jorgi Ribeiro Candoso (un gage à droite).

Sur le plan militaire, le général Ramalho Eanes a procédé à des remaniements, affectant en priorité l'armée de terre, renforçant la tutelle du « groupe des Dix-sept ». D'une part, le général Vasco Lourenço a été nommé gouverneur militaire de Lisbonne, devenant ainsi le numéro deux des forces armées, en ayant sous son autorité l'équivalent de l'ancien COPCON. D'autre part, les brigadiers Francisco Charais et Pizarrat Correia, contestés dans leur région militaire par les forces de droite, ont été remplacés par des hommes à Eanes : région centre, le lieutenant-colonel Hugo dos Santos qui était attaché militaire à l'ambassade du Portugal à Bucarest, En Roumanie (il créa la ligne « Huguiste » en 1974 au sein du MFA, en opposition à

celui de vice-chef d'état-major de la marine, après la démission du contre-amiral Cardoso. Ce dernier, bien que

(1) Seul le colonel Firminio Miguel a trouvé grâce aux yeux de Eanes. Il est vrai que cet ancien bras droit de Spínola a toujours été considéré comme un militaire légaliste, même par le général Vasco Gonçalves.

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militier contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 100-101 1970-73 Les femmes dans l'unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte des classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

on ne peut pas tout dire

vacances antinucléaires en Bretagne

Les CLIN et CRIN de BRETAGNE ont mis à profit les mois de juillet et août pour mener une série d'interventions qui, en cette période de congés a souvent pris l'allure de fêtes populaires.

A l'appel du CRIN Bigouden, des centaines de personnes ont manifesté à Saint-Vio-en-Tréguennec et peint une fresque antinucléaire de 100 mètres de long.

A Ploumoguer, ce sont deux jours de fête, 24 et 25 juillet, qui ont été organisés par le CLIN de Porsmoguer. 4 000 participants, des forums, des chanteurs et de nombreuses organisations politiques et syndicales étaient présentes.

A Guimaëc et Saint-Tuguen, près des sites de Beg an Fry et de Plogoff, plusieurs milliers de personnes les 21 et 22 août.

Un des premiers soucis des organisations antinucléaires était, dans une période sans actions spectaculaires (si l'on excepte le cas de PLOGOFF) de coller à la population, de manifester qu'elles en sont l'expression locale. On peut dire que dans l'ensemble elles ont réussi. Certains déclaraient que « la présence de jeunes avec des cheveux longs » allait faire fuir les paysans du coin. On peut dire qu'il n'en a rien été. On peut aussi se féliciter que certaines organisations syndicales et

politiques de gauche aient répondu à l'invitation du CLIN de PORSMOGUER. C'est un progrès notable qui confirme aussi la représentativité du mouvement anti-électronucléaire. Le Pouvoir, d'ailleurs, ne s'y trompe pas et il manifeste désormais sa présence par ses flics. Des apparitions fréquentes des gendarmeries locales et des RG sont à noter. ■

psychiatrie : contre l'internement abusif

Le GIA (Groupe Information Asile) et « *Psychiatisés en lutte* », dans le cadre de leurs actions contre l'appareil psychiatrique, mène un combat contre l'internement arbitraire et notamment contre la loi de 1838. En ce sens, il coordonne et soutient plusieurs recours juridiques entamés par d'anciens internés. Ainsi, Paul Péguin, interné 4 mois à Sainte-Anne, a déposé plainte pour internement illégal, auprès du tribunal administratif de Paris. Il met en accusation le ministère de l'Intérieur, responsable des placements d'office. Le 16 septembre, le tribunal ne s'est pas prononcé. La campagne va donc être poursuivie. Pour prendre contact : « *Psychiatisés en lutte* », BP 60 75721 PARIS Cédex 15.

A noter qu'un livre sur ce thème vient de paraître aux Editions du Sagittaire : « *L'homme au magnétophone* », de Jean-Jacques Abrahams. ■

à Naussac

Les agriculteurs opposent leur détermination à l'exécution des expertises et au début des travaux, depuis mardi 15, en envahissant la mairie pour se saisir des dossiers de l'enquête parcellaire.

Devant l'absence de dossiers et de M. le Commissaire enquêteur, ils brûlent en public les documents reçus individuellement. La population tout entière commence à se dresser contre le barrage. C'est samedi que les cultivateurs expulsés sont convoqués sur les lieux avec les représentants de la Somival et un expert agricole, plus l'entreprise chargée des travaux.

Depuis le matin, toutes les routes menant à Naussac sont barrées ; sur le chemin du barrage, au lieu-dit La Tuilerie, 40 femmes, paysans, vieillards forment un mur humain devant la Somival qui arrive avec quatre cars de gardes mobiles.

La population dialogue avec le commandant et la Somival, l'expert refuse d'opérer sous la pression des forces de l'ordre. La Somival persiste à vouloir aller au pont et c'est la charge de 200 gardes mobiles qui ouvrent sauvagement le passage en matraquant à coups de crosses, femmes, vieillards et paysans. Bilan : 5 blessés graves parmi la population. Le préfet dirigeait les opérations en personne ; il avait encore 400 gardes mobiles en réserve.

Devant une telle sauvagerie, la population se dresse maintenant contre le pouvoir et son projet. Le comité de Naussac fait appel à une mobilisation nationale. ■

Brétigny : victoire au foyer

Victoire totale des travailleurs sociaux en lutte en foyer de l'enfance de Brétigny-sur-Orge. Suite à une grève avec occupation de 10 jours, la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale a cédé sur tous les points de la plateforme de revendication. Ont été obtenus : réembauche des trois licenciés ; levé des avertissements ; contractualisation de l'ensemble du personnel ; application scrupuleuse des textes concernant heures supplémentaires et congé trimestriel ; modification du règlement intérieur ; principe de l'annexion du projet pédagogique au règlement intérieur ; information au personnel du budget ; pas de sanction pour fait de grève ; journées de grève payées à 50 %.

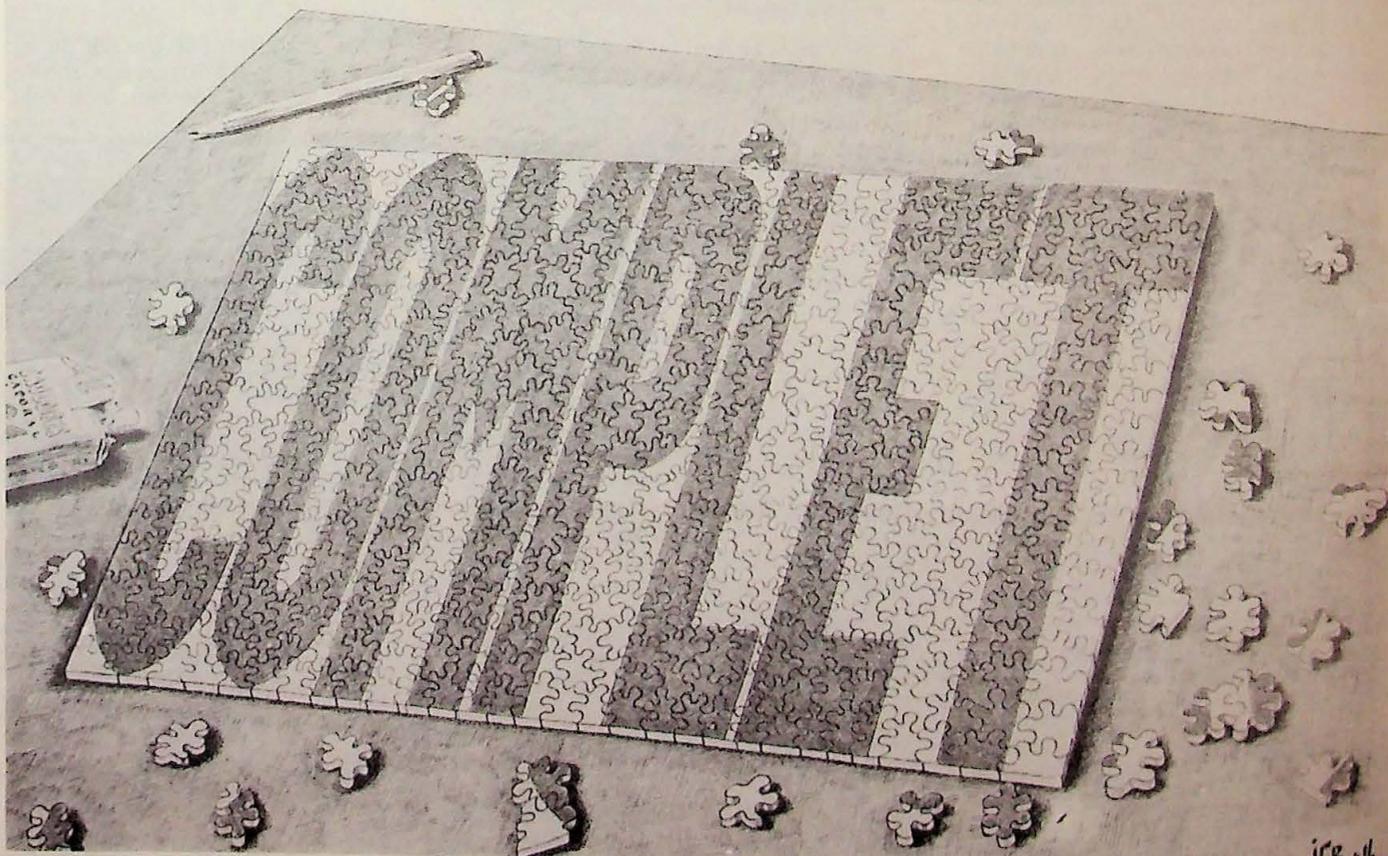
Une victoire aussi rapide et totale s'explique par la ferme détermination des grévistes, le bien-fondé de leurs revendications et la solidarité massive qui leur a été témoignée. Ils remercient tous ceux qui leur ont apporté soutien tant moral que financier et restent vigilants quant à l'exécution des accords. Le protocole d'accord a été signé le samedi 18 septembre 1976. ■

chômage : accord partiel

Les négociations avec le CNPF concernant l'indemnisation du chômage partiel se sont achevées par un accord signé par l'ensemble des organisations syndicales. Cet accord stipule que l'allocation minimale horaire garantie, actuellement fixée à 7,90 F, passer à 8,25 F au 18 octobre prochain et à 8,40 F au 20 décembre 1976.

A l'issue des négociations, Oswald CALVETTI a notamment déclaré au nom de la délégation de la CGT : « La CGT vient de signer le nouvel accord concernant l'indemnisation du chômage partiel, qui permettra de continuer à assurer aux travailleurs frappés par les réductions d'horaires une indemnité proche du SMIC. L'accord prévoit également, pour décembre, l'examen des autres revendications qui, jusqu'à présent, ont été repoussées par le CNPF... Cet accord démontre, une fois encore, que la CGT n'est pas pour la politique du tout ou rien, et qu'elle est prête à s'engager dans la mesure où un accord est avantageux pour les salariés dont elle a la charge de défendre les intérêts. Il reste que les problèmes globaux de l'emploi et de l'indemnisation du chômage restent posés. »

CHÔMAGE..



Lors des Etats Généraux pour l'Autogestion, les participants ont tracé un cadre, un panorama des problèmes soulevés par le mouvement socialiste pour l'autogestion. Aujourd'hui, il est temps de tenter des analyses plus particulières. Sur quel terrain est-il essentiel, prioritaire même, de faire porter la réflexion et l'action ? C'est sur le terrain du travail productif, d'abord, et dans le cadre du secteur public, ensuite.

Pour quelles raisons ? Parce que c'est là que se présenteront à la fois les plus grandes difficultés et les meilleures chances de succès. Il est évidemment plus facile d'autogérer un groupe culturel, ou un ensemble pédagogique, qu'une grande entreprise productrice de biens et de services. Pourtant, ce sont ces entreprises qui sont le fondement de la société. C'est ce qui se passera chez elles qui sera déterminant. C'est là qu'il faut porter l'effort dès à présent.

Mais dans les secteurs de la production, il y en a un qui nous intéresse tout particulièrement : c'est le *secteur public*, autrement dit les industries nationalisées. En effet, c'est dans ce secteur que l'on peut envisager sans attendre des mesures et des procédures de contrôle et d'autogestion dans de vastes entreprises qui n'appartiennent plus au capitalisme privé.

Les adversaires de l'autogestion, ou ceux qui n'en parlent que du bout des lèvres, nous objectent toujours qu'avant d'envisager une forme quelconque d'autogestion il faut d'abord :

1. — que les entreprises concernées soient nationalisées (c'est-à-dire étatisées), et

2. — que la nouvelle organisation de l'entreprise nationalisée soit adoptée sous forme de lois votées par le parlement.

Le secteur public actuel répond justement à ces deux préoccupations. Il est constitué par de très grandes entreprises, d'envergure nationale, qui couvrent les grands systèmes d'infrastructure qui sont à la base de l'industrie toute entière : énergie (EDF, Gaz de France, Charbonnages, Pétrole, Nucléaire), transports et communications (SNCF, Aviation, P et T, Réseau routier, canaux, messageries maritimes). Il s'étend aussi, partiellement ou totalement, à des entreprises productives (la Régie Renault, en particulier).

Sans compter tout le système de l'éducation et de l'enseignement et l'essentiel du système du crédit, qui coiffe le tout. Cela représente environ 4 millions de travailleurs, c'est-à-dire une dizaine de millions de personnes si l'on compte les enfants et les retraités.

Le personnel actif de ce secteur jouit de franchises syndicales et d'un statut comprenant des garanties importantes, ce qui ne les empêche pas d'être à l'avant garde de la plupart des mouvements de grève de ces dernières années. On voit que la nationalisation-étatisation n'est pas du tout une condition suffisante pour s'engager dans la voie de l'auto-

gestion. Il n'est même pas certain que ce soit une condition nécessaire dans tous les cas.

Dans son excellente brochure *Autogestion et conditions de travail* (1), Daniel Mothé écrit : « On s'aperçoit aujourd'hui que les entreprises qui ne font pas de profit (celles qui ne sont pas la propriété privée d'un patron : les usines nationalisées et les services publics) ont des conditions de travail aussi mauvaises, mais pas forcément plus, que les entreprises privées. On s'aperçoit que les entreprises des pays de l'Est où le profit (privé) est inconnu auraient tendance

à avoir des conditions de travail plutôt plus mauvaises que dans les pays capitalistes (le travail de nuit pour les femmes n'est pas réglementé et le travail au rendement n'a, par endroits, aucun plafond ; les technologies sont identiques, on y travaille sur chaîne, etc.) ».

Mothé a parfaitement raison. Transférer à l'Etat les prérogatives et les privilèges des patrons privés ne résoud pas la question. A quoi les adversaires de l'autogestion répliquent : nous voulons une « nationalisation démocratique », et non un « étatisme capitaliste » ! Mais que signifie ici le mot « démocratique » ? Ou bien c'est du vent, ou bien cela veut dire prise en charge directe, sous forme responsable, de toutes les conditions de travail et de gestion, en liaison avec d'autres instances économiques nationales, en somme : autogestion.

l'autogestion dans le secteur public



Photo A.F.P.

Aujourd'hui, en France, le secteur public échappe dans une large mesure au critère de rentabilité capitaliste traditionnel. L'Etat paye ses fonctionnaires et ses contractuels aux frais de l'impôt ; il comble aussi les déficits de ses entreprises aux frais de l'impôt.

Autrement dit, nous sommes là en face d'une situation différente de celle que l'on trouve par exemple dans la sidérurgie et la chimie. Mais on nous objecte aussi que ce secteur public vit en fait sous la coupe des grands monopoles privés, des multinationales, et que par conséquent il n'est pas vraiment « nationalisé » ou même « national ». Il faudrait donc commencer par le débarrasser de l'emprise capitaliste privée, autrement dit d'ajouter des nationalisations aux précédentes de façon à ce que l'Etat seul ait la haute main sur l'essentiel de l'économie nationale : une planification d'ensemble viendrait alors encadrer les entreprises nationalisées.

Mais ce schéma, tel qu'on le voit appliqué en URSS, ne répond à aucune des exigences de l'autogestion, ni du contrôle ouvrier, dont la première est le transfert de la *responsabilité de haut en bas*, de façon à détruire les effets oppressifs des systèmes humains de hiérarchie. En France, le secteur public présente des caractéristiques qui facilitent l'examen de ces exigences dans des cas concrets. Par exemple, dans l'EDF et les P et T, comment peut se présenter un projet d'autogestion à partir du statut actuel des personnels et de l'absence d'un système de décision capitaliste privé ? Comment la lutte pour ce projet doit-elle être conçue et organisée ? Il faut étudier systématiquement ces conditions et les introduire au cours des actions pour les salaires, le temps et les conditions de travail, etc. Quels sont les modes de *délibération* les meilleurs, les formes de *délégation* et de décision acceptables ? Quelles sont les modalités nécessaires de liaison avec la population ? Tout cela peut être étudié et impulsé dès à présent dans les services publics, que les syndicats s'y intéressent ou non.

Je sais aussi qu'il existe une expérience autogestionnaire concrète en Europe ; c'est celle de la Yougoslavie. On devrait l'examiner concrètement et comparativement. Pourquoi des délégations de travailleurs, tel EDF et les P et T n'iraient-ils pas examiner avec leurs collègues yougoslaves ce qui va et ce qui ne va pas dans leur secteur ?

Nous avons besoin d'enthousiasme, d'accord. Mais pas trop de littérature et de lyrisme. Voyez les mauvais résultats au Portugal...

Pierre NAVILLE ■

(1) *Autogestion et conditions de travail*, Paris, éd. du Cerf, 1976 ; en vente : librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

entre nous pour vous

ce que nous voulons

A quelques semaines du Conseil national, il est bon de rappeler et de préciser sur quoi portent les divergences en débat dans le Parti.

Tout d'abord il y a la « santé » du PSU, c'est-à-dire sa capacité à exister comme force politique. Or, force est de constater que le Parti, depuis Amiens, mène une politique « au fil de l'eau », sensible à toutes les pressions, réagissant par à-coups, sans véritable orientation *explicite*, ses rapports avec les autres forces étant plus *diplomatiques* qu'offensifs, ses déclarations plus destinées à la presse qu'utiles pour armer les militants... Résultats : désorientation, confusion, découragement, repli des sections et des fédérations sur elles-mêmes...

un choix stratégique

Mais il y a là, à l'évidence, une question de *choix stratégique* que le Parti doit faire.

Le problème peut être posé simplement : peut-on, pour préparer les conditions de la révolution socialiste, faire l'économie de la construction

d'un *parti révolutionnaire* ? Est-il possible d'aller au socialisme à travers un accord *programmatique* entre réformistes et révolutionnaires ?

La pratique unitaire que nous préconisons a-t-elle pour but l'unité d'action (« Marcher séparément et frapper ensemble ») ou prépare-t-elle une « renégociation du programme commun » ? (cf. l'interview de M. Mousel à *La Croix*) Le PSU est-il la « gauche de la gauche » (cf. Tribune libre de V. Leduc dans *Le Monde*) ou est-il radicalement autre chose : une force dont la stratégie et le programme sont *antagoniques* avec la stratégie et le programme de l'Union de la gauche qui respectent les institutions bourgeoises ?

A ces questions (qui en impliquent d'autres : rapport avec l'extrême gauche, développement de la gauche syndicale, conception du regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion...) « majo-

rité » et « minorité » de la DPN répondent différemment. Et cela se concrétise dans le choix tactique pour les municipales.

Ce que nous recherchons *avant tout* c'est le rassemblement des forces révolutionnaires pour l'autogestion (y incluant les *organisations* d'extrême gauche se déclarant en accord avec cette orientation). Ce que nous visons dans la démarche unitaire préconisant une *unité d'action électorale* entre listes du *courant révolutionnaire pour l'autogestion* (et non pas du PSU et de ses sympathisants) et listes de l'Union de la gauche, ce ne sont pas d'abord quelques sièges dans un conseil municipal, ce n'est pas la recherche d'un accord de politique municipale (qui demande à l'évidence un accord programmatique à long terme et une solidarité de gestion, impossible, selon nous), c'est l'*unité anti-capitaliste des travailleurs*, qui est inséparable du combat pour la démocratie ouvrière.

C'est pourquoi nous disons que :

- Il faut d'abord rassembler sans exclusives le courant pour l'autogestion socialiste et constituer avec lui des listes complètes ou incomplètes.
- Rendre public ses propositions et engager tout de suite l'action sur tous les terrains.
- Proposer ensuite aux PCF et au PS d'ouvrir une *discussion publique* pour réaliser l'unité en veillant en tout état de cause à ce que le courant autogestionnaire et révolutionnaire garde (dans la campagne électorale, comme

dans les municipalités) son autonomie d'expression et d'action sur la base de son programme.

une question de principe

Dans un tel débat se posera à coup sûr la question de la démocratie ouvrière, ou plus simplement celle des exclusives que pourraient lancer PCF et/ou PS contre certains éléments ou mouvements participants à nos listes. C'est là un problème à la fois de principe et une question tactique. Le refus de telles exclusives et leur dénonciation est une bataille très importante. Comment la mener ? Une seule méthode en ce domaine : c'est le courant dans son ensemble qui débat avec PCF et PS, c'est lui qui désigne sa liste, c'est à lui que revient d'apprécier comment réagir devant une telle éventualité.

Si le Parti s'engage dans cette voie, il aura alors fait progresser :

- la convergence politique des révolutionnaires partisans de l'autogestion ;
- l'unité des travailleurs sur des bases claires et démocratiques ;
- la mobilisation et le renforcement du PSU lui-même.

Michel FIANT,
bureau national,
resp. secteur Cadre de vie
et Nicolas BULTOT,
membre de la DPN,
Commission nationale Entreprise ■

deux stratégies en présence

A ce stade du débat il est plus utile de faire une synthèse partielle que d'exposer le bien-fondé de la position majoritaire de la DPN, travail largement accompli. Le débat a dépassé l'enjeu du conseil, mais il nous a fait avancer.

Depuis des années il existe au PSU un conflit, plus ou moins larvé, entre une stratégie proche de celle du Front unique ouvrier et une stratégie, peut-être moins achevée dans sa formulation, parce que non rattachée à une « chapelle », celle de l'Unité populaire. Aujourd'hui ce n'est pas à partir d'un débat idéologique, mais à propos d'un choix tactique, que nous arrivons à expliciter les deux positions (1). Entre celles-ci les différences sont de taille. Je n'y reviens pas ; je rappelle seulement celles qui concernent l'analyse du réformisme en France et les conséquences politiques qu'on en tire.

des déviations multiples

Fortement ancré dans la classe ouvrière et dans les couches populaires, le réformisme, n'est pas seulement le fait des organisations politiques et encore moins des seuls états-majors. L'accentuation de la division sociale du travail, la mainmise par l'appareil d'Etat sur tous les

niveaux de la vie sociale, l'impact de l'idéologie dominante, sont les éléments du capitalisme actuel qui ne font que le renforcer.

Les déviations de la stratégie minoritaire sont multiples : surestimation de l'opposition base-sommet, qui amène d'une part à invoquer le débordement par les masses des directions réformistes et, d'autre part, à favoriser toute scission de la social-démocratie ; « purisme » aussi vis-à-vis des alliances tactiques avec les partis réformistes, présentées comme une affaire d'appareils ; économie, enfin, de l'importance accordée au travail prolongé, politique et idéologique, contre les conditions qui renforcent le réformisme, travail qui passe par des phases différentes selon le niveau de la lutte de classes. Position qui traduit toujours un optimisme démesuré quant à l'existence de la crise révolutionnaire et fait comme si la classe ouvrière par sa place dans la production pouvait accomplir sa mission historique, rompre avec le réformisme au moment de la crise révolutionnaire.

A l'heure actuelle, le PS et le PCF, même avec leur stratégie gradualiste commune, rentrent objectivement en contradiction avec le bloc au pouvoir. Ils défendent les intérêts immédiats des travailleurs d'autant plus qu'il y a une crise économique grave.

L'affrontement d'un camp populaire, dont l'axe politique est l'Union de la gauche, avec le camp de la bourgeoisie marque la période actuelle. Rien de tel n'apparaît pour le courant minoritaire qui cherche toujours la polarisation classe contre classe. Il faut reconnaître que le camp populaire est dominé par le réformisme tout le problème est de faire en sorte qu'il devienne une Unité populaire à hégémonie ouvrière.

quelle hégémonie ?

Parler d'hégémonie c'est parler d'un changement dans le rapport des forces entre couches sociales ; c'est prendre en considération la mutation à opérer dans les alliances de classes existantes au sein du mouvement actuel.

Ce mouvement, bien que très fragile, peut être la base d'un travail en profondeur pour l'unité ouvrière, pour le renforcement et la clarification des alliances avec les couches populaires, dans une perspective révolutionnaire. L'autonomie stratégique d'un parti comme le PSU est indispensable, mais cette autonomie ne

doit pas se confondre avec l'avant-gardisme, quand bien même ce dernier serait enrobé d'autogestion.

La lutte contre la bourgeoisie et les contradictions qui apparaîtront par les limites imposées par le réformisme, la résolution progressive des contradictions au sein des couches populaires dans les luttes, contribueront à la constitution d'un bloc social et politique révolutionnaire.

Ce processus d'unification — visée stratégique longue, répétons-le à nouveau — doit se donner des objectifs et définir des tactiques adaptées à la période. Il est difficile de prévoir, dès maintenant, les différentes phases de maturation d'un bloc historique ; mais nous savons que cette maturation se produira à travers des phases de rupture et d'affrontement direct avec les partis réformistes.

Le choix municipal doit être compris dans cette perspective. Pour accentuer la crise de la droite à travers la lutte dans ce rouage de l'appareil d'Etat qu'est l'instance municipale, nous menons une unité d'action avec la gauche. L'enjeu du Conseil est limité à notre tactique municipale de même que les échéances municipales sont aussi un enjeu limité. Pas de fausses illusions ; la simple victoire électorale de la gauche, en 1978, n'est pas un changement de société. Encore moins 1977.

Cécilia JOXE
membre de la DPN ■

(1) Texte A et B. Au moment où cet article est écrit, le texte C n'est pas encore connu.

consolider l'autonomie

(schéma du texte « C »)

De Giscard-Chirac en Giscard-Barre, la restructuration économique reste une étape délicate à franchir pour la bourgeoisie. Il s'agit pour elle de l'effectuer tout en évitant un bouleversement social et politique (recherche d'un consensus). A long terme l'union de la gauche est d'une grande fragilité : le PCF s'efforce de regrouper les mécontents (des ouvriers qualifiés aux bourgeois gaullistes) mais c'est en réalité la couche possédant la « compétence » économique dominant le PS qui en a gagné la direction et l'infléchit dans le sens d'un compromis avec la bourgeoisie.

Mais les exploités (ouvriers, employés, paysans) directement touchés par la restructuration mènent des conflits durs et longs. Dans et hors la production ces conflits se caractérisent par l'apparition de Comités de soutien qui permettent à d'autres couches sociales de se rassembler autour des travailleurs en lutte : c'est l'Unité populaire. Dans ces luttes, les formes même du pouvoir sont remises en cause : celle du pouvoir capitaliste en place, mais aussi celles du pouvoir au sein des organisations de lutte de classe (centralisme autoritaire). Les militants émergent de ces luttes se voient abandonnés ou désavoués souvent par les directions syndicales. C'est pourquoi, notre responsabilité est de :

- préserver l'existence du PSU en garantissant son autonomie,
- permettre son développement

en accordant son projet politique avec les intérêts des couches les plus exploités,

— de préparer ainsi sa transformation en parti sous la direction des exploités.

La satellisation par rapport à l'Union de la gauche ou la fusion avec la LCR sont de nature différentes, mais ces deux perspectives aboutissent à la négation des acquis du PSU en l'absence du nécessaire rapport de force. L'Unité populaire n'est pas réductible à des accords organisationnels avec les partis de gauche, ni à un cartel des organisations révolutionnaires ; elle se construit sans aucune exclusive sur la base de la coordination des luttes des couches exploités.

En attendant que le congrès clarifie la stratégie d'unité populaire en particulier par une analyse des couches et des classes, nous proposons pour les élections municipales que :

- la stratégie soit celle du renforcement de l'autonomie du PSU ;
- la base de cette autonomie soit la Charte municipale ;
- la meilleur tactique pour garantir cette autonomie soit laissée à l'appréciation des sections locales, mieux à même de juger la situation sur place, tout autant en référence à la défense des intérêts des exploités, qu'à l'autogestion.

Les signataires
du texte « C » ■

INSCRIVEZ-VOUS AU CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Créé l'an dernier à l'initiative du PSU, le Centre s'adresse à tous ceux, ouvriers, intellectuels, étudiants, lycéens, militants syndicalistes et politiques... qui éprouvent le besoin d'une réflexion approfondie, d'une formation placée sous le signe du marxisme et orientée vers le combat pour l'autogestion socialiste.

1975/76 : PLUS DE 400 INSCRITS

ont suivi les quatre cycles de 12 séances chacun organisés par le Centre :

- histoire du mouvement ouvrier ;
- analyse marxiste de l'économie ;
- marxisme et philosophie ;
- critique des pratiques sociales.

Pour l'organisation de discussions, de séances de formation, le Centre a édité en CASSETTES les cours des quatre cycles 1975/76 (12 cassettes par cycle).

1976/77 : DEUX SERIES DE CYCLES DE FORMATION

Cette année le Centre populaire de formation socialiste organise deux séries de cycles de formation, permettant de répondre tant à la nécessité d'une formation « de base » qu'au besoin d'une formation et de discussions plus approfondies.

• première série (octobre, novembre et décembre 1976)

TROIS CYCLES DE FORMATION DE CINQ SEANCES CHACUN.

- **histoire du mouvement ouvrier**
 - formation de la classe ouvrière, développement du mouvement ouvrier (mardi 5 octobre) ;
 - les Internationales ouvrières jusqu'en 1914 (mardi 19 oct.) ;
 - les Révolutions et la III^e Internationale (9 nov.) ;
 - les grands courants du mouvement ouvrier en France entre les deux guerres (23 nov.) ;
 - le mouvement ouvrier depuis la 2^e guerre (7 déc.)
- **théorie marxiste :**
 - les modes de production (mardis 12 et 26 oct.) ;
 - la lutte des classes (mardi 16 nov.) ;
 - l'Etat (mardi 30 nov.) ;
 - l'idéologie (mardi 14 déc.)
- **l'économie capitaliste :**
 - capital, travail et plus-value (vendredi 15 oct.) ;
 - division du travail et classes sociales (5/19 nov.) ;
 - l'accumulation du capital (3 déc.) ;
 - l'impérialisme (17 déc.)

DEUXIEME SERIE : 12 séances, 3 thèmes (tous les mardis)

- L'expérience soviétique (janvier 77, 4 séances) ;
- la crise de la société bourgeoise (février 77, 4 séances) ;
- les problèmes de la transition socialiste (mars 77, 4 séances).

Les séances auront lieu le mardi, 44, rue de Rennes, Paris (6^e), et le vendredi (économie), 83, bd Arago, Paris (14^e).

Séance spéciale de rentrée du Centre Populaire de Formation Socialiste

Mardi 28 septembre à 20 h 30, 44, rue de Rennes, Paris (6^e) (métro St Germain-des-Prés).

Notre camarade Pierre Naville donnera une conférence suivie de débat sur le thème : « la dictature du prolétariat, vue de l'URSS et de la Chine ».

ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F
avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :

Servitude et grandeur du P.S.U.
(E. Depreux).

Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).

L'Etat-patron (Ph. Brachet).

Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).

L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :

Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).

Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).

Le mai des Banques (militants CFDT).

Le Marché commun contre l'Europe.

Le Manifeste du P.S.U.

Critique socialiste n° 23 ou 24.

Pour l'Unité Populaire.

Pour le Socialisme autogestionnaire.

Bulletin d'abonnement

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Bulletin d'adhésion au Centre populaire de formation socialiste

Nom : Prénom : Profession :

Adresse :

Je m'inscris :

— A LA PREMIERE SERIE (cocher le(s) cycle(s) correspondants)

HISTOIRE THEORIE ECONOMIE

Droit d'inscription : un cycle 25 francs, deux cycles 40 F, trois cycles 50 F.

— A LA DEUXIEME SERIE 12 séances-inscription : 50 F.

— A L'ENSEMBLE DES SEANCES (inscription : 100 F)

Libellez les chèques au nom de Pierre Garrigues
CCP 23 412 64 PARIS. Retournez ce bon au Centre populaire
de formation socialiste, 9, rue Borromée, Paris (15^e).

(1) Les prix ont dû être « révisés », en fonction de l'augmentation des frais de salle et de timbres.

c'est aussi politique

le testament de Michel Guy

Si l'on se réfère aux affiches de nos grands théâtres, la création en France se porte bien. L'Opéra a retrouvé un prestige international. La Comédie-Française peut produire de grands spectacles, tel le *Partage de Midi* monté par Vitez. Enfin, vocation de la France éternelle, les artistes étrangers sont à Paris chez eux. Non seulement le Secrétariat d'Etat à la culture a soutenu à grand renfort de subventions une longue présence de Peter Brook mais, par le biais du Festival d'automne, il fait venir Bob Wilson d'Amérique et Peter Stein d'Allemagne. Et, dernier acte de la gestion de Michel Guy, il implante pour trois mois le Piccolo Teatro de Milan à l'Odéon pendant les trois années qui viennent.

On se réjouirait donc si la politique de Michel Guy n'avait eu pour contre-coup la détérioration des conditions de travail d'une profession tout entière. Longtemps, et encore sous le ministère Malraux, la décentralisation théâtrale a dépendu de hauts fonctionnaires ayant le sens de leurs responsabilités et prévoyant les conséquences de leurs actes. Depuis le ministère Duhamel, le cabinet à supplanté les directions. Les grandes décisions de l'Etat, aussi primesautières qu'ignorantes des résultats à long terme, ont plongé tout le secteur subventionné dans le marasme. Disgrâces et déplacements survenant aussi inopinément que maintiens et faveurs, il est difficile pour chacun d'avoir vis-à-vis d'un public précis une conduite suivie. De plus, les conditions d'exercice de la profession s'effritent.

la 2 CV et le Boeing

De 1972 à 1975, malgré l'augmentation du coût de la vie, les subventions sont restées stationnaires. Les budgets sont actuellement en régression. Régression directe : on rogne un peu partout sur les frais d'équipement et de fonctionnement. Régression indirecte : le jeu de la parité entre l'Etat et les collectivités locales joue aujourd'hui contre la décentralisation. En effet, même quand il ne s'agit pas d'une mauvaise volonté notoire (dont le ressort est politique), comme c'est le cas à Metz (où la municipalité freine, en refusant ses deniers, l'accession de Jacques Kraemer à un Centre Dramatique) ou à Tours (où le maire Royer chasse André Cellier pour s'être trop bien entendu avec les étudiants et les comités d'entreprises), beaucoup de communes ploient aujourd'hui sous des taxations de toute sorte. La diminution de leurs subventions entraîne celle des subventions d'Etat. « Ce qu'on nous demande, dit Catherine Tasca, directrice de la Maison de la Culture de Grenoble, c'est de faire marcher un Boeing avec le carburant suffisant à une 2 CV. La situation est d'autant plus dangereuse, ajoute-t-elle, que le

contexte politique est contre nous. Il n'est plus question aujourd'hui que d'austérité, de lutte contre l'inflation. Or, pour beaucoup, la culture reste un luxe. Cela diminue nos chances d'être soutenus par l'opinion. »

la bataille pour Chaillot

C'est pourtant à l'opinion publique qu'il appartient aujourd'hui de se manifester. Le 6 juillet, plusieurs directeurs sont prévenus d'une sérieuse diminution de leurs subventions. Antoine Bourseiller, par exemple, affirme d'ores et déjà qu'en conséquence il ne pourra réaliser tout le programme prévu au Récamier.



Photo AFP

Ainsi Chatterton, qu'il devait coproduire avec le Théâtre national de Strasbourg, retombe totalement à la charge de celui-ci.

André-Louis Périnetti, directeur du Théâtre national de Chaillot, décide, lui, de faire front. Sa situation est particulièrement grave : tout son budget de création est supprimé. Il tentera néanmoins de maintenir sa programmation :

« Nous nageons, dit-il, en pleine absurdité. Car si Chaillot ne doit plus rien produire, il est monstrueux qu'il engouffre cependant quatorze millions lourds chaque année. On m'a chicané sur des chiffres, que d'ailleurs je conteste. Il est vrai que Chaillot n'a pas, comme le Tep, son public, et cela permet contre nous tous les coups bas. Mais nous n'en sommes qu'à notre seconde année d'exercice. Au reste, parler de rentabilité à propos de Chaillot est une malhonnêteté manifeste. La masse des frais fixes est si grande, et le prix des places si peu élevé que le déséquilibre va de soi, comme il va de soi pour le Théâtre de la Ville, et pour la Comédie-Française. Encore ces deux théâtres peuvent-ils donner plusieurs spectacles dans une même journée, ce que nous ne pouvons pas. Dans la nouvelle grande salle, en effet, rien n'est mécanisé ; nous n'avons pas de dégagements pour les décors. Or, tout y prend des proportions énormes : ce sont six cents mètres carrés de praticables qu'il faut déplacer, faire transporter, etc. Si nous réussissons malgré tout cela à maintenir notre programmation, c'est que les troupes que nous avons invitées acceptent d'assumer de nombreux frais (personnel de salle, publicité, heures supplémentaires, etc.) qui, normalement, devraient nous incomber. Cette situation anormale est tout-à-fait indigne d'un théâtre national. L'effort consenti par ces troupes — et tout particulièrement par le TNP — va tenter de garder au vrai théâtre ce lieu menacé qu'est désormais Chaillot. »

Le principal risque en effet est que Chaillot, privé d'une programmation propre, devienne une structure d'accueil dans laquelle se succèderaient des produits commercialement sûrs. Ce serait la voie ouverte à la privatisation de Chaillot.

« La seule chose qui pourrait nous sauver, reprend Périnetti, c'est que depuis la transformation de la grande salle, sa jauge a beaucoup diminué : guère plus de sept cents places correctes. C'est beaucoup trop peu pour un *Cuirassé Potemkine*. »

En fait, Chaillot doit bien plutôt compter sur la vigilance d'un public en train de se former.

La droite au pouvoir commence à se rendre compte de l'importance du secteur culturel. Elle ne peut cependant remplacer les animateurs en place car, en France, il n'y a pas de créateurs qui ne soient de gauche. Mais elle peut les réduire au silence et ouvrir les lieux de jeu à ceux qui serviront le mieux sa campagne électorale. Plutôt Mourousy que Planchon !

Un ministre peut en cacher un autre.

sélection TV

Vendredi 24 septembre à 20 h 30 sur FR3 : *La médecine générale* : quelle qualité ? Les Français contestent-ils la qualité de leur médecin généraliste ? Quels sont les critères d'une bonne médecine générale ? La réponse des médecins, l'impossibilité de concrétiser ses critères dans le cadre d'une médecine dominée par le profit. Quel avenir pour la médecine générale ? La revendication des « consommateurs », la contestation du pouvoir médical peuvent laisser entrevoir un exercice différent de la médecine.

A 21 h 30 sur Antenne 2, *Apostrophes* : « La médecine auscultée ». Presque le même sujet mais traité à travers les livres publiés par des spécialistes et des journalistes.

A 22 h 47 sur Antenne 2, *Ciné-Club* : « *Scènes de chasse en Bavière* » de Peter Fleischmann. La démonstration du fascisme quotidien, un fascisme qui se présente comme une escalade de l'agressivité, à l'intérieur d'un groupe où les individus disparaissent pour former un troupeau haineux prêt à tout pour sauvegarder des habitudes et refuser tout ce qui sort de la norme.

Samedi 25 septembre à 13 h 45 sur Antenne 2 : « *L'aube des hommes* ». Le début d'une série d'émissions présentant l'épopée humaine.

A 20 h 05 sur France-Culture : « *Les amants étrangers* ». Adaptation d'une œuvre de science fiction de Philip José Farmer, qui a révolutionné la science fiction des années 60.

Dimanche 26 septembre à 22 h sur FR3, *Cinéma de minuit* : « *Le nain de la femme à barbe* » de Marco Ferreri.

A 22 h sur TF1 : « *Réfugié provenant d'Allemagne* ». Apatride d'origine polonaise. L'itinéraire d'un individu, pour se définir, pour retrouver et affirmer sa propre identité, alors que les points de repères ne sont plus que de simples décors, sans force d'évocation : la communauté juive de Pologne a pratiquement disparu pendant la guerre.

Lundi 27 septembre à 21 h 55 sur Antenne 2 : *Documentaire* « *Frédéric Chopin* ». Documentaire construit autour de la vie de F. Chopin, cet essai veut être un film musical propre à toucher un grand public.

Mardi 28 septembre à 20 h 30 sur TF1 : *Henri la tendresse*. Une enquête sur Lautrec, sans reconstitution, sans les clichés habituels de la belle époque, mais l'approche d'un homme et de son œuvre par le présent : chansons d'Aristide Bruant et témoignages de ceux qui l'ont connu.

Jeudi 30 septembre à 20 h 30 sur TF1 : *Portrait de F. Mitterrand*.

Dominique NORES ■

1900 : une mosaïque historique

Dernière œuvre d'un cinéaste à relent de scandale (*Le dernier tango à Paris*) ; Bertolucci poursuit son étude de l'Italie sociale et politique, et plus particulièrement de la difficulté de la révolution, thème qu'il avait abordé dès son premier film, *Prima della rivoluzione*, démarquage de *La Chartreuse de Parme* de Stendhal, et où il s'interrogeait sur le poids que pèse une famille bourgeoise et réactionnaire sur un adolescent révolutionnaire.

Né en 1941, donc marqué par la dernière guerre, la période mussolinienne, la république de Salò, il collabore avec les cinéastes italiens les plus en renom : Pasolini (dont il est l'assistant pour *Accatone*), Sergio Leone (avec qui il écrit une première version de *Il était une fois dans l'Ouest*), Sergio Citti (qui fut d'abord scénariste avant de réaliser *Histoires scélérates*).

le peuple en scène

1900, c'est la chronique de l'Italie depuis 1900, une chronique telle que pouvait l'entendre Stendhal dans *La Chartreuse de Parme*, c'est-à-dire liant perpétuellement les gens, réels, concrets, à l'Histoire, éclairant celle-ci par l'histoire du peuple, avec son anecdotisme, sa vie à ras de terre, son éventuelle prise de conscience (de son exploitation, donc de la lutte des classes). Mais alors que Fabrice, comme à Hiroshima, ne voyait rien à

Waterloo, le spectateur, privilégié de par sa position, voit — car on lui fait voir — au-delà de l'histoire anecdotique, l'Histoire en marche.

Processus assez peu classique puisqu'il est de règle, dans les films historiques habituels, de privilégier une figure (éventuellement plusieurs) historique, en oubliant — en omettant — le peuple. Ainsi de *L'Impératrice*

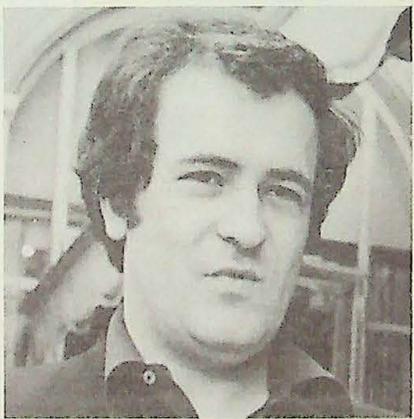


Photo A.F.P.

rouge, de Sternberg, sur Catherine II de Russie, qui privilégiait l'individuel sur le collectif, tout comme, d'ailleurs, *Ivan le terrible* d'Eisenstein, récusé par le PC d'alors comme sacrifiant trop au culte de la personnalité.

On pourrait le rapprocher des *Cheyennes*, de Ford, qui tentait déjà de placer au centre de la fiction une figure collective, mais sans parvenir vraiment à l'individualiser, puisqu'il s'intéressait à un certain nombre de personnages anonymes, certes, mais blancs.

Bertolucci réussit parfaitement l'intégration d'un certain nombre de figures populaires à la fiction historique. Chaque personnage, par son existence anecdotique même, informe sur l'histoire ; en mettant en scène, par exemple, les rapports employés-patrons, dans le couple Depardieu-De Niro, figure centrale qui éclaire doublement la signification du film. A travers l'amitié des deux enfants puis des deux hommes, on perçoit non seulement deux modes de vie commandés par deux classes (paysanne et aristocrate), mais aussi deux visions du monde, elles-mêmes saisies dans leur évolution historique par rapport à celle de Lancaster-Hayden, qui incarnent la génération précédente.

Qu'en est-il de cette histoire ? Strictement événementielle, (mariages, naissance, vie, mort) elle n'en reflète pas moins l'histoire vécue par le peuple dans son ensemble. Bertolucci écarte délibérément tout le côté psychologisant, pour composer une mosaïque historique aux facettes multiples.

sans didactisme

Là où un Bergman (puisque'on peut voir actuellement *Face à face*) privi-

légie le psychique, le rapport de l'être aux données fondamentales de l'existence, Bertolucci garde sans cesse présente dans sa ligne de mire une vision historique globale. Ce sont les êtres qui font l'histoire, et celle-ci a donc besoin d'une incarnation (donc charnelle, retrouvant le sens étymologique) pour être accessible, compréhensible aux autres.

Et nous retrouvons là un éternel problème du cinéma politique : faire ou non des films à l'intérieur du système, accessibles au grand public, à la fois par son écriture et par son mode de production-distribution. 1900 sera vu par des milliers de personnes, et, tel qu'il est conçu, aura un impact idéologique certain.

Moins didactique, moins « serré » qu'un film militant, 1900 touche une grande masse de gens, les sensibilise à un certain discours assez peu habituel, qui utilise les acquis de la lutte des classes, mais aussi dans ses prolongements, dans ses ramifications au niveau de l'inconscient collectif, des motivations et des actes politiques. Significative est à cet égard la scène des accouchements simultanés de la fille du patron et de celle du paysan.

Dans ce film-fleuve (dont seule la première partie est sortie actuellement) Bertolucci a rassemblé le maximum d'informations sur cette période, qui s'étend jusqu'à la chute du fascisme. Point particulièrement « chaud », l'Emilie vit les premières grèves, les premières manifestations de révolte organisée contre les abus patronaux, les premières tentations du socialisme. C'est donc une région exemplaire en ce sens, et qui se prêtait parfaitement à l'élaboration d'un discours sur une certaine Italie révolutionnaire à une époque où les forces de droite se font menaçantes.

Stéphane SOREL ■

le temps de lire

l'Italie de Berlinguer

Étonnante cette Italie, non ? Celle que d'un air amusé, voire condescendant, on s'imaginait seulement être l'Italie de la *Mamma*, ou celle encore des *Monsignori*. Celle qui, coupée en deux, parente pauvre de l'Europe, après trente années d'un *mal governo*, malade d'une démocratie chrétienne qui n'en finit pas de s'effondrer tout en s'accrochant au pouvoir, voit aujourd'hui le Parti de Berlinguer administrer 17 millions d'Italiens dans les villes et les provinces ; et un an, presque jour pour jour, après les municipales, voit ce même Parti recueillir aux législatives les suffrages d'un Italien sur trois. Tout craque dans ce laboratoire où rampe la crise, où s'élaborent des types de lutte exemplaires, où la toute puissante Eglise se laïcise, où la moyennageuse Mafia sévit plus que jamais, imposant à des populations souvent terrorisées la fameuse *Omertà* (la loi du silence), où les travailleurs du *mezzogiorno* émigrent,

mais dans leur propre pays, où les fils et les filles de bonne famille, quand ils ne sont pas totalement corrompus, deviennent terroristes — comme Margherita Cagol — où enfin « la grande muette » se portugaise.

C'est tout cela que l'ouvrage de Patrick Meney évoque (1). Une radiographie de l'Italie en somme.

José SANCHEZ ■

(1) Patrick Meney, *l'Italie de Berlinguer*, Paris, J.-Cl. Lattès, 1976, 40 F. En vente : Librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

au cœur de l'Histoire des hommes

A plus de soixante-seize ans, Louis Guilloux, avec son dernier livre (1), nous donne deux récits vécus qui se passent l'un en 1939, l'autre juste après la Seconde Guerre mondiale.

Le premier est l'histoire d'un réfugié espagnol, Salido, lieutenant des milices républicaines, qui s'échappe

d'un camp, puis tente de gagner l'URSS. Il échoue, malgré le soutien d'un responsable du Secours rouge : Louis Guilloux.

Le second se déroule à Saint-Brieuc, où le narrateur vient d'être enrôlé par l'armée américaine en qualité d'interprète. La Bretagne libre, on règle des « affaires » : la plupart du temps celles de GIS qui ont violé des paysannes, le plus souvent des noirs et c'est pour eux la condamnation à mort et la pendaison. Vient le jugement d'un blanc accusé d'un meurtre et c'est l'acquiescement.

S'élevant contre les injustices, Louis Guilloux, fils de cordonnier devenu journaliste, puis romancier, dénonce encore plus « cette société qui institue des différences monstrueuses entre les personnes et ensuite se permet de châtier les uns et pas les autres ».

Un très beau livre de l'auteur du *Sang noir* — et d'autres grandes fresques encore : *Le jeu de patience*, *Les batailles perdues*, *Le pain des rêves*, *La maison du peuple* — livre fort où s'affirme « la grande ambition des hommes de conduire l'Histoire ».

Christian HERVÉ ■

(1) Salidor, suivi de O.K. Joe, Paris, éd. Gallimard, 1976, 32 F.

une voix à entendre

Qu'il nous parle de la Trouée de Rafah, village du nord-est du Sinaï, qui vient d'être détruit par les Israéliens, après que ses habitants arabes en aient été chassés ; qu'il salue le poète de la résistance palestinienne — Mahmoud Darwish — ; qu'il chante l'Arabie ; qu'il se souviennent des massacres de l'Irgoun, ou qu'il se moque du Club Méditerranée ; qu'il ironise (« Le matin buvez un peu de sang arabe ; juste de quoi rendre votre racisme décaféiné ») ou chante l'amour, la vie à travers « les cicatrices du soleil » et le « discours du chameau », Tahar Ben Jelloun à chaque page de ce livre brûlant se révèle ainsi : « Il n'est pas poète engagé. Il est le poète. Il n'est pas militant. Il est poète ». A lire absolument ce recueil de textes et de poèmes rassemblés sous le titre : « Les amandiers sont morts de leurs blessures » (1).

C.H. ■

(1) Tahar Ben Jelloun, *Les amandiers sont morts de leurs blessures*, Paris, éd. Maspéro, 1976, 35 F. Rappelons que Tahar Ben Jelloun vient de publier également : *La mémoire future, anthologie de la poésie marocaine*, 38 F.

